

L'OUVRIER MÉTALLURGISTE

Organe mensuel de la Fédération Française
des Syndicats de la Métallurgie et Parties similaires

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges, PARIS (IX^e) — Téléph. : TRUDAINE 52-20

Il faut continuer
parce que d'autres attendent
beaucoup de nous.

... Et qu'un effort
veut d'autres efforts pour
être conquérant.



Voir en dernière page les
directives confédérales à
propos des décrets-lois.

Dix-neuf ans de labeur au service du syndicalisme chrétien ont été couronnés par le Congrès du 22 Octobre

Samedi 22 octobre, première
journée du rassemblement annuel
des métallurgistes adhérents au
mouvement syndical chrétien.

Malgré les récents événements
internationaux, le Bureau Fédé-
ral n'a pas hésité à maintenir la
convocation au Congrès ; sa con-
fiance dans la fidélité des Syndi-
cats affiliés n'a pas été déçue
et la salle des fêtes de la mairie du
IX^{ème} arrondissement n'était pas
d'une importance démesurée pour
recevoir confortablement les délé-
gués.

Une large banderole sur la-
quelle on lit : « La liberté syndi-
cale est un droit imprescriptible »
barre d'un geste symbolique la
partie avant de la tribune ; au-
dessus, fixée au mur dominant
l'estrade, une seconde banderole
indique : « Il faut aider la famille
ouvrière » ; une heureuse disposi-
tion de quelques numéros de *L'Ou-
vrier Métallurgiste* encadre l'im-
portant buste de la III^{ème} Républi-
que, juché sur un socle adossé au
mur derrière la tribune et la plan-
tueuse Marianne ne semble nul-
lement gênée par la présence de
ces rudes travailleurs qui, eux, se
trouvent très à l'aise dans cette
salle officielle.

Le Président fédéral monte à la
tribune et prend place devant l'im-
posante table garnie du tradition-
nel tapis vert. A ses côtés s'instal-
lent Jean Pérès, Secrétaire délé-
gué de la Fédération, Henri Gal-
tier, Président du Syndicat des
Agents de Maîtrise et nos amis
Arthur Bertinchamps et René De-
clercq, Président et Secrétaire de
la Centrale Chrétienne des Métal-
lurgistes belges qui ont bien voulu
accepter de participer à nos tra-
vaux.

La plupart des délégués sont là ;
après un rapide coup d'œil, Char-
lemagne Broutin se lève. Le silence
s'établit et notre camarade déclare
ouvert le 19^{ème} Congrès Fédéral de
la Métallurgie. Dans une brève al-
location, il remercie l'assemblée
d'avoir répondu avec empressement
à l'appel de la Fédération malgré
les difficultés du moment. Cepen-
dant, dit-il, celles-ci ne doivent
pas diminuer notre activité mais,



Avant de se séparer les délégués groupés dans la cour de la Mairie du 9^{ème} posent devant l'objectif

au contraire, nous inciter au tra-
vail fécond. C'est ce que, pendant
ces deux journées, nous allons es-
sayer en commun de réaliser pour
aboutir à des conclusions pratiques
et efficaces ; nous n'avons pas le
droit de sous-estimer l'importance
de nos travaux et nos camarades
belges, que je suis heureux de sa-
luer ici au nom de la Fédération
Française, nous montrent l'inté-
rêt qui s'attache à notre mouve-
ment et à son action.

Le rapport d'activité

Les formalités habituelles de poin-
tage des Syndicats et la nomina-
tion des diverses Commissions ac-
complies, Roger Lelièvre, du Bu-
reau Fédéral, présente le rapport
moral aux lieux et place de Paul Le
Bihan, empêché pour de graves
raisons familiales.

Les premières lignes de ce rap-
port seront pour situer la Fédé-
ration en face des Syndicats qui la
composent et montrent qu'elle
est un des aspects de l'organisation
syndicale présente, étant pour les
syndicats ce que ceux-ci sont pour
les syndicats. Après la période de
croissance qui a suivi juin 1936,
notre Fédération a eu, au cours
de l'exercice écoulé, à consolider
sa position. Les faits montrent, par
l'augmentation du nombre de ses

syndicats et de leurs adhérents
qu'elle y est parvenue.

La collaboration avec les syndi-
cats affiliés a permis de situer cer-
tains aspects de notre mouvement.
Les deux enquêtes, lancées par le
Bureau Fédéral, nous ont apporté
des renseignements fort intéres-
sants : la première sur l'importa-
ce du personnel féminin groupé
dans les syndicats nous montre la
nécessité de compléter notre do-
cumentation par une enquête qui
nous permettra de connaître les
conditions de travail des femmes
dans les usines de métallurgie ;
l'autre questionnaire doit faire
l'objet d'un rapport spécial, nous
n'en parlerons pas davantage ici.

L'action professionnelle

Le rapporteur aborde maintenant
l'importante question qui traite
de l'action professionnelle. C'est
de la Région Parisienne qu'il prend
le départ pour accomplir un fruc-
tueux voyage qui ira jusque dans
la France d'outre-mer.

Les difficultés rencontrées dans
cette immense agglomération de la
Région Parisienne n'ont cependant
pas empêché le syndicat de la Mé-
tallurgie de s'intéresser à sa repré-
sentation, notamment par les con-
ventions collectives auxquelles il a
tenu à apporter son adhésion sous

la forme de conventions parallèles
signées sous l'autorité des Pou-
voirs Publics.

Remontant vers le Nord, le rap-
port retrace l'action des Syndicats
libres à propos des fameux arbi-
trages, par lesquels furent réglés
les divers relèvements de salaires
des ouvriers de la métallurgie. No-
tre action, en s'insérant dans les
revendications générales, tendait
cependant à orienter l'attention des
surarbitres vers la nécessité de se

préoccuper plus particulièrement
du sort de la famille ; les résultats
acquis montrent combien notre
présence, dans ces sortes de dis-
cussions, est utile et efficace.

En suivant la frontière, nous
nous arrêterons dans les Ardennes
pour apprendre des « sangliers »
comment savent agir les T.M., pre-
miers signataires en cartel de leur
convention collective.

La Moselle, la Meurthe-et-Moselle
voient à leur tour se développer

Notre Congrès a été celui de la fidélité au passé et de la confiance courageuse dans l'avenir

le syndicalisme chrétien dans la
métallurgie ; la Haute-Marne, dont
l'activité remonte à plusieurs an-
nées, poursuit son effort avec
succès ; le Bas-Rhin et le Haut-Rhin
présentent leur collaboration fédé-
rale.

La région de Montbéliard a ma-
nifesté une intense activité tant
sur le plan de son organisation in-
térieure que sur celui de l'action
professionnelle.

En descendant vers le Midi, si-
gnalons l'activité des syndicats de
Dijon, de Chalon-sur-Saône, du
Creusot, de Lyon, de Saint-Etienne,
de Grenoble, de la Savoie et de la
Haute-Savoie pour atteindre Mar-
seille où notre camarade Ottavy,
Président du Syndicat de la Mé-
tallurgie vient d'être nommé mem-
bre de la Commission Départemen-
tale du Travail.

Franchissant la Méditerranée,
nous irons jusqu'à Alger où un
syndicat de la métallurgie en plein
développement suscite des imita-
teurs jusqu'au Maroc, dans lequel
les syndicats de métallurgistes se
développent.

En rentrant à Paris, nous salu-
rons au passage Béziers qui vient
de se distinguer au cours d'une
grève importante.

(Lire la suite en 2^e page).

La situation présente des Industries Métallurgiques en France

par François HENRY

Dès que nous voulons exercer
une action efficace, nous sommes
obligés de nous informer avec pré-
cision des problèmes que nous pou-
vons avoir à traiter. Il faut, pour
cela, dépasser le cadre de notre
expérience individuelle immédiate :
elle nous laisse ignorer beaucoup
de faits, et même ceux qu'elle nous
apporte sont souvent mieux éclairés
à la lumière d'une information plus
vaste.

La difficulté, c'est de se procurer
une telle information sans se lais-
ser déborder par les documents et
les chiffres. Il faut choisir, on peut
noter, par exemple, parmi les don-
nées les plus utiles à connaître
pour un dirigeant ou un militant
syndical, les renseignements :

- 1^o Sur le coût de la vie et les sa-
laires ;
- 2^o Sur la production ;
- 3^o Sur le chômage ;
- 4^o Sur le commerce extérieur de
la France.

L'« Ouvrier Métallurgiste » a
fourni, plus d'une fois, des infor-
mations de ce genre, mais il faut aus-
si savoir les chercher directement
et, en particulier, utiliser les Bul-
letins de la Statistique Générale
de la France.

Ces diverses statistiques appel-
lent un travail d'interprétation à
l'état brut, elles risquent de rester
obscurcs et l'on s'expose à en ti-
rer des conclusions fausses. On
sait par exemple, que les chiffres
du chômage désignent le nombre
des chômeurs secourus, ce qui lais-
se entièrement de côté le chômage
partiel et ce qui est insuffisant
même pour connaître les chômeurs
complets : en mars 1936, il y avait
465.000 chômeurs inscrits, et le re-
censement de la population révéla
qu'à la même date il devait y avoir
800.000 chômeurs complets en Fran-
ce.

Les chiffres du commerce exté-
rieur doivent être, eux aussi, étu-
diés et pesés avec soin. En février
1937, les importations représen-
taient plus de deux fois la valeur
des exportations : 3 milliards 700
millions de francs contre 1 milliard
700 millions ; situation désastreuse
pour l'équilibre de notre balance
commerciale. Le mois de septembre
1938 est marqué par un écart beau-
coup plus faible : 3 milliards 500
millions contre 2 milliards 600 mil-
lions. Il semble que la situation soit
bien meilleure, et au point de vue
de la comptabilité, il n'y a aucun
doute, mais à la réflexion on se de-
mande si les chiffres d'importation
de février 1937 (D'AUTANT PLUS
IMPORTANT QU'ILS S'EXPRIMENT
EN FRANCS MOINS DE
VALEURS QUE CEUX D'AUJOUR-
D'HUI) n'étaient pas dus à de

massives importations de matières
premières, donc à l'amorce d'une
reprise industrielle, facteur totale-
ment absent des chiffres de l'été
1938. Et voici l'amélioration appa-
rente de notre commerce qui se
trouve corrigée par une impression
toute différente, celle du ralentisse-
ment de l'activité industrielle. Les
exemples pourraient se multiplier,
l'on doit ainsi lire les statistiques
deux fois plutôt qu'une, et en les
examinant sous tous les aspects
avant d'en tirer des conclusions.

Prévenus de ces difficultés, nous
pouvons aborder l'étude des condi-
tions présentes de nos industries
métallurgiques.

La Métallurgie Française en 1938

L'indice de la production indus-
trielle (base 100 en 1928) accuse,
pour la Métallurgie proprement dite,
une baisse sensible de 83 en
janvier 1938, il tombe à 68 en avril
et 56 en juillet, même en tenant
compte pour ce dernier mois des
congés payés qui ont pu diminuer
l'activité dans certaines régions
(à Paris les congés ne sont venus
qu'en août), il reste que dès le
mois de juin l'indice était tombé
à 63. L'indice du travail des mé-
taux, de 89 en janvier tombe à 76
en juin, 69 en juillet. Seul le chif-
fre de l'industrie automobile reste
à peu près stable, oscillant entre
86 et 91 sauf une chute momenta-
née en avril, explicable par les
conflits survenus à ce moment dans
la Région Parisienne.

Pour compléter l'impression que
nous laissent les données abstrai-
tes des indices, examinons mainte-
nant quelques chiffres concrets de
production. La production de fonte
en France passe de 3.819.000 ton-
nes pour le 1^{er} semestre 1937 à
3.178.000 tonnes pour le 1^{er} semestre
1938, la production de l'acier de
3.933.000 tonnes à 3.230.000. Il faut
dire que la production de 1937 cor-
respondait partout à un « coup de
fouet » anormal. La production
mondiale de fonte dépassa même



Pendant le repas du samedi à midi
Les congressistes se restaurent pour le travail qui les attend.



François HENRY
Agréé de l'Université
Professeur à l'École Normale
Ouvrière de la C. F. T. C.

celle de 1929. Il reste que le recul est sensible dès le début de 1938 ; les commandes sont moins abondantes, et les délais de livraison beaucoup plus rapides.

Il semble donc, que d'une façon générale, les commandes de la défense nationale ne compensent pas le fléchissement des demandes de l'industrie privée. Impression qui se confirme à la lecture de certains comptes rendus d'assemblées générales ; ainsi la société **Louvroil** **Montbard Aulnoye** indique que seule son usine d'Aulnoye ne travaille pas à plein rendement et fonctionne seulement 32 heures par semaine.

« La raison en est que la plupart des fournitures de l'usine d'Aulnoye s'adressent à l'économie privée, tant sur le marché intérieur que sur les marchés d'exportation » (voir l'« Information » du 20 octobre 1938 ou le « Temps » du 21 octobre).

Enfin, parmi les signes de ralentissement, il faut noter un fait qui intéresse, non seulement la métallurgie, mais l'ensemble de la production française : l'augmentation sensible du chômage partiel. Dans les établissements occupant plus de 100 personnes, la proportion des travailleurs occupés moins de 40 heures par semaine était de 7,74 % en août 1937 ; 14,70 % en janvier 1938 ; 20,37 % en avril ; et depuis avril, le chiffre reste voisin de 20 % (19,72 % en août) ce qui représente, sur un effectif global de 2.300.000 personnes, environ 460.000 chômeurs partiels.

Toutes ces indications révèlent un ralentissement sensible de la production industrielle. Il s'agit maintenant de les interpréter et de juger les diverses conclusions qui en sont tirées dans les milieux économiques. Nous résumerons très brièvement les principaux points du débat.

Interprétation des données statistiques

Trois questions semblent particulièrement actuelles :

1° Les rapports entre les armements et la production industrielle ;
2° Le problème de la main-d'œuvre qualifiée ;
3° Le problème des 40 heures.

1° On est parfois tenté de croire que la course aux armements doit aider à la reprise industrielle, et notamment pour les industries métallurgiques. Il y a là une part d'illusion. Les armements ne favorisent pas de manière indistincte toutes les branches de la métallurgie ; l'industrie de l'acier Martin, dans les régions du Centre en tire bénéfice beaucoup plus que les aciéries Thomas, travaillant avec le minerai Lorrain, qui sont orientées pour une grande part vers le marché privé.

Il faut ajouter que même les industries qui travaillent actuellement pour les armements n'ont pas toujours de ce fait une base saine et sûre. Quand on voit par exemple les industries de Thiers en Auvergne essayer d'obtenir des commandes de défense nationale pour se sauver momentanément, on ne peut s'empêcher de penser que cet expédient ne résout aucun problème d'avenir pour ce centre industriel ;

2° Pour la main-d'œuvre qualifiée, les statistiques sont au premier abord peu encourageantes : les ouvriers qualifiés apparaissent en tirent argument pour réclamer des heures supplémentaires au lieu d'essayer un réembauchage qu'ils jugent impossible. En fait, il est certain que la main-d'œuvre qualifiée s'est trouvée parfois attirée depuis deux ans dans les services publics et que les disponibilités pour l'industrie privée se sont appauvries en conséquence. Il faut cependant examiner de près les affirmations que l'on nous apporte sur ce point, et tenir compte de deux correctifs :

a) On sait que dans certaines entreprises est pratiqué un déclassement systématique, qui en changeant de catégorie divers ouvriers aggrave la pénurie apparente des spécialistes ;

b) Cas plus général encore, toute la période des années récentes reste caractérisée par une grande négligence technique : dans beaucoup d'entreprises, le souci de la vitesse et de la quantité l'a emporté sur celui de la qualité et de la perfection. D'où le refus d'embaucher des ouvriers parfaitement qualifiés, capables de former de nouveaux spécialistes, mais que l'on juge « trop vieux » aux environs de la quarantaine. D'où aussi des exigences purement matérielles de rendement accéléré, qui découragent les travailleurs consciencieux. « On ne travaille plus de nos jours comme autrefois » : ce propos, je ne l'emprunte pas à une conversation de salon ; je le lis sous la plume d'un militant cégétiste Marcel Roy, dans « Syndicats » du 2 mars 1938. Marcel Roy explique aussitôt son affirmation : « La recherche de la qualité a été remplacée par la soif de la quantité, d'où la spécialisation qui confine les mains les plus habiles à un automatisme décevant pour un professionnel. »

Conclusion : il nous faut rechercher, sur cette question de la main-d'œuvre une documentation très précise et, dans la discussion, garder notre réflexion en éveil pour

ne pas laisser oublier l'exigence fondamentale de la formation professionnelle. Quelles que soient les difficultés immédiates, qui peuvent demander une solution particulière parce qu'une main-d'œuvre spécialisée plus nombreuse ne s'improvise pas, il faut viser à repérer les erreurs commises : trop souvent, sous prétexte qu'il faut du temps pour former des ouvriers qualifiés, on ajourne tout effort en ce sens. Double travail en perspective : la rééducation des chômeurs (car nous admettons difficilement le préjugé, de plus en plus répandu, d'après lequel quiconque a été en chômage n'est plus « rééducable ») et la formation des jeunes (à qui trop souvent on fait bâcler en trois mois un « apprentissage » qui les prépare à un travail de pur exécutant sans initiative et sans horizon). (1)

3° La question des quarante heures est la plus discutée de toutes. Avant de nous jeter dans la lutte pour ou contre les 40 heures, demandons-nous si la question est bien posée. **NOUS REMARQUONS QUE LES 40 HEURES SONT DEVENUES UN VÉRITABLE « MYTHE », UNE IDÉE-FORCE QUI ANIME LE COMBAT DE PARI ET D'AUTRE. ELLES SONT DEVENUES LE SYMBOLE DES PROGRÈS SOCIAUX ACCOMPLIS EN 1936. À ce titre, les ouvriers les défendent parce qu'ils craignent de voir ensuite toutes les autres réformes mises en cause à leur tour. Et le monde patronal donne souvent l'impression qu'il en est bien ainsi, et qu'il s'agit pour lui d'une victoire de prestige sur tout ce que l'on pourrait appeler « l'esprit de 1936 ». Les 40 heures ont été choisies pour cible parce qu'elles semblent le point le plus faible de la législation sociale, et qu'à leur propos il paraît facile de faire de la démagogie antiouvrière.**

Dans ces conditions, quelle attitude est la nôtre ? Notre rôle doit être de faire prévaloir les considérations d'ordre réellement économique, et de ne pas accepter les polémiques purement verbales. Il peut exister des questions de durée de travail qui appellent, dans telle situation locale ou telle branche professionnelle une réadaptation (encore faut-il noter que les dérogations et « assouplissements » autorisés sont déjà importants). Mais nous ne croyons pas qu'il existe une question des 40 heures dont la solution suffirait à elle seule à rénover toute la vie économique de la France. D'abord nous n'acceptons pas que la lutte contre les quarante heures soit menée dans un esprit de suspicion et d'hostilité vis-à-vis du monde ouvrier, et comme une première étape vers la régression sociale. D'autre part, nous craignons que ce mythe de l'abolition des 40 heures soit un « slogan » commode pour éviter de réfléchir aux causes véritables des difficultés économiques et pour dissimuler tous les problèmes de technique, d'outillage, d'organisation du travail, d'organisation commerciale qui conditionnent un véritable relèvement de notre industrie. Les 40 heures sont souvent présentées comme un symbole de la « paresse » ouvrière. **NOUS NOUS DEMANDONS, NOUS, SI LA CAMPAGNE CONTRE LES 40 HEURES NE SERAIT PAS UNE TENTATION DE PARRESSE POUR CERTAINS MILIEUX ÉCONOMIQUES.** Si nous défendons les réformes sociales, notre responsabilité syndicale ne se borne pas là : nous avons aussi un devoir de prévoyance, et c'est par souci de l'avenir, et du vrai travail de reconstruction, que nous refusons de voir l'opinion française s'égarer dans une campagne stérile, plus favorable à la lutte des classes qu'au progrès économique. Sans intransigence de principe, prêts à discuter l'application des 40 heures dans les cas où elle appelle des retouches justifiées, nous tenons à éviter à notre pays une illusion dangereuse : celle d'avoir fait quelque chose le jour où l'on aurait détruit la loi de 40 heures.

L'essentiel, c'est que l'aménagement du temps de travail dans le cadre de la loi (problème du roulement, par exemple) et les adaptations à envisager dans des cas exceptionnels, soient toujours pratiqués avec la collaboration des représentants ouvriers. Nous avons le droit d'être informés et consultés, et le devoir de peser en chaque circonstance les possibilités pratiques. **On recommande de tous côtés une atmosphère de « collaboration des classes » ; nous croyons que la lutte symbolique contre le principe des 40 heures ne favorise aucunement cette collaboration ; nous croyons aussi qu'une lutte symbolique de ce genre n'est pas un remède à des difficultés techniques. Par un paradoxe inattendu, c'est peut-être des syndicats ouvriers, si souvent accusés de faire passer les exigences sociales avant les réalités économiques, que viendra le rappel aux problèmes concrets et aux solutions pratiques, dans un monde industriel où les « slogans » menacent de triompher.**

F. HENRY.

(1) Le communiqué du Ministre du Travail, daté du 21 octobre, sur la situation dans les industries de l'aviation, souligne, à juste titre, non seulement la faible quantité de spécialistes immédiatement embauchables, mais aussi la possibilité réelle d'une rééducation professionnelle efficace.

Notre Congrès a été celui de la fidélité au passé et de la confiance en l'avenir

(Suite de la 1^{re} page.)

A Tarbes, le dévouement d'un militant a réussi à faire pénétrer le syndicalisme chrétien dans un milieu métallurgiste qui lui a été longtemps fermé.

A Bordeaux, l'action déjà ancienne du Syndicat de la Métallurgie se poursuit et s'inscrit dans les faits avec le récent renouvellement de la convention collective.

Nantes, Saint-Nazaire, toujours très actifs, consolident l'importance de leurs positions et rêvent de nouveaux progrès.

A Angers, un de nos syndicats est aux prises avec un patron récalcitrant qui refuse d'appliquer la Convention Nationale de l'Aviation.

Saint-Brieuc s'est également signalé à notre attention par son action professionnelle ; à Vire, nos camarades ont pris, depuis une année surtout, une position syndicale qui les situe au premier plan de l'action revendicative et de la défense des intérêts de leurs adhérents.

Ce faisceau d'activité est couronné par les résultats d'élections de délégués du personnel dans plusieurs centres, élections qui confirment la valeur représentative de notre mouvement.

A Jœuf, aucun délégué en 1936-21 en 1938 ; à Nantes, aux Établissements J. J. Carnaud, nous comptons deux délégués ; à Alger, 3 ; à Lyon, aux Établissements Gindre, 6 délégués enlèvent les 6 sièges à la C. G. T. ; à St-Michel de Maurienne, 8 délégués et 50 p. 100 des voix.

Enfin, signalons l'activité et le développement du Syndicat Général des Agents de Maîtrise de Métallurgie.

L'activité internationale

Après cette énumération, Roger Lelièvre aborde l'activité internationale de la Métallurgie.

Marseille a eu, cette année, l'honneur de recevoir son Comité Général, la Belgique, la Hollande, le Grand-Duché de Luxembourg, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Suisse et la France étaient représentés.

Les préoccupations de notre organisme sont tout entières tournées vers la situation actuelle de la classe ouvrière dans les différents pays. Le Comité a constaté avec angoisse le développement pris par les fabrications d'armements au détriment des industries civiles, ce qui lui fait craindre une réduction des crédits pour le financement de grands travaux lorsque les deniers publics sont employés à solder les lourdes dépenses militaires.

Abordant le problème du chômage, à l'unanimité, les représentants des divers pays ont affirmé l'urgence de la lutte à mener contre cette gangrène sociale. Un échange de vues important est intervenu sur la liberté syndicale et le Comité procède à la désignation de son nouveau Président en remplacement de **Gustave Vallet**, admis à la retraite. Le Président de la Centrale Belge, **Arthur Bertinchamps**, lui succède à la tête de la Fédération Internationale.

Après quelques indications sur la participation de la Fédération Française au Congrès biennal des Métallurgistes Belges et le récent accord entre le Syndicat de Longwy et nos camarades d'outre-Quévrain, le rapporteur traite de l'importante question du journal fédéral.



René DECLERCQ
Secrétaire de la Centrale Chrétienne des Métallurgistes de Belgique

L'O. M.

Après avoir montré l'effort accompli dans ce domaine, notre camarade **Lelièvre** attire l'attention des délégués sur la nécessité de développer et de perfectionner l'organe qui est le porte-parole des métallurgistes.

Et maintenant...

C'est la conclusion de ce faisceau d'activité, conclusion qui voit grandir notre confiance dans l'avenir de notre mouvement.

Montrer à nos camarades de travail le chemin de la vie et prendre

pleinement conscience des responsabilités qui nous incombent, voilà la tâche à laquelle nous invitent 50 années de syndicalisme Chrétien, redonner à la classe ouvrière son vrai visage et lui faire retrouver son âme que le Divin Ouvrier de Nazareth lui a restitué. Les applaudissements qui saluent la conclusion du rapport moral montrent avec quel intérêt les délégués ont suivi sa lecture.

Le Président Fédéral, après avoir remercié **Roger Lelièvre** de l'excellent travail qu'il a accompli, donne la parole à l'Assemblée pour qu'elle fasse connaître ses observations.

La discussion sur le rapport moral

Mlle Martin attire l'attention du Congrès sur la nécessité d'organiser la propagande et l'action féminine auprès des ouvrières en collaboration avec les militantes ; elle suggère la création de Commissions féminines à l'intérieur de chaque syndicat mixte.

Jules Biver (Charleville), demande à être informé à l'avenir de toute négociation ayant trait au régime des frontaliers.

Jean Pères répond favorablement à cette demande et **Brouin** indique qu'un commencement de réalisation vient d'être fait sur le plan des Comités Régionaux professionnels, qu'en conséquence il appartiendrait de saisir ceux-ci de ces questions.

navales, l'automobile, la sidérurgie, l'électricité, etc...

G. Paris se rallie au vœu de **Pères** et demande la réalisation immédiate des diverses sections techniques.

Biver demande l'envoi d'un questionnaire à cet effet.

Dubar (Nantes) demande l'organisation de Congrès régionaux de la métallurgie afin de développer l'activité syndicale.

L'élection du bureau fédéral Le rapport financier de Jean Gerstel

Le Président donne lecture des membres du bureau à élire, le Congrès donne son accord sur les noms proposés et à l'unanimité, ceux-ci sont élus, il demande ensuite à la Commission des mandats de bien vouloir se réunir pour la vérification habituelle des pouvoirs, pendant que celle-ci commence son travail, le Trésorier donne lecture du rapport financier.

Après avoir présenté la situation des diverses Caisses, indiquant les résultats obtenus dans le domaine des services rendus, notamment pour le chômage et la grève, le rapporteur tire de l'exposé, un peu fastidieux de cette cascade de chiffres, une note optimiste et souligne, avec satisfaction, la bonne marche de notre administration et l'heureux équilibre de nos finances ; toutefois, il indiquera que son rôle de tré-

sorier l'oblige à inviter les Syndicats à veiller à l'avenir de leur action, à la rédaction du pouvoir qui leur est adressé et prendre les dispositions nécessaires pour se faire représenter dans le cas où ils ne peuvent mandater un délégué.

Charlemagne Brouin insiste pour qu'une action soit entreprise auprès des Syndicats qui ont négligé de se faire représenter au Congrès, puis il remercie le rapporteur de sa communication.

Marius Dubar présente les conclusions de la Commission de contrôle financier, aucune observation, dit-il, ne peut être faite sur la présentation des comptes et la tenue des livres, tout est parfaitement régulier et nous ne pouvons qu'adresser des félicitations à ceux qui ont la charge du travail de comptabilité.

A cet effet, nous exprimons le vœu de voir les trésoriers de Syndicats s'inspirer d'une gestion aussi parfaitement ordonnée.

Après avoir remercié la Commission du travail, **Charlemagne Brouin** demande au trésorier de simplifier dans son rapport financier l'énumération des chiffres, et il rappelle aux Syndicats la nécessité de l'effort pour le règlement de leurs cotisations fédérales en temps voulu, il met ensuite aux voix les conclusions du rapport de chacune des deux Commissions, l'ensemble est alors adopté à l'unanimité.

La séance est suspendue quelques minutes, les congressistes se rassemblent au pied de la tribune pour la prise d'une photographie.

Le rapport sur l'enquête fédérale et sa discussion

Ce court intermède terminé, c'est **Lucien Léonard** qui préside la deuxième partie de cette séance, avec comme assesseurs **Courbet** et **Sébert**. Le Président remercie l'assistance de l'honneur qui lui échoit et passe la parole à **Botton** pour la présentation du rapport : « En conclusion de l'enquête fédérale. »

Ce rapport, dont on lira d'ailleurs part les grandes lignes, devait



Dans la salle des séances, les congressistes groupés autour de la tribune

Gabriel Paris (Longwy), mis en cause à propos de l'accord qu'il a conclu avec la Centrale Belge, s'excuse d'avoir omis de prévenir la Fédération.

Voisin (Rouen), demande le concours de **Mlle Martin** pour une action à entreprendre dans une usine où les ouvrières sont en grand nombre.

Bieauzon (Paris), demande que certains travaux, très fatigants, ne soient pas confiés à des femmes et demande l'établissement de sections d'entreprises mixtes à l'exemple de la province.

Merle (St-Etienne), demande si la question des 40 heures sera traitée dans le rapport de l'après-midi. Le Président lui répond affirmativement.

Toutain (Caen), demande que soit alléguée la 4^e page de l'Ouvrier Métallurgiste, notamment de certaines conventions collectives.

Brouin répond qu'il est indispensable de fournir ces renseignements et il indique qu'étant donné l'importance de la région parisienne, les conventions qui y sont signées servent de point de départ pour la province.

Bienkowski (Lille), félicite la Fédération de la réalisation du numéro spécial et demande une parution plus régulière afin d'éviter de passer avec trop de retard certains communiqués.

Jules Biver demande à bénéficier d'une réduction de timbrage.

Merle demande la parution du numéro des loisirs en juin.

Bienkowski demande que l'on prévienne les syndicats de la parution de numéros spéciaux afin de leur permettre d'en organiser la propagande.

Simoens (Tourcoing) demande des articles techniques.

Pères répond qu'un effort sera fait dans ce sens.

Moyon (Nantes) remercie l'Ouvrier Métallurgiste d'avoir inséré la convention collective de l'aviation.

Brouin demande qu'une section technique spéciale à l'aviation soit constituée au sein de la Fédération.

Pères complète la proposition de **Brouin** en demandant son extension aux grandes branches de la métallurgie, telles les constructions

navales, l'automobile, la sidérurgie, l'électricité, etc...

De nombreux applaudissements remercient le Trésorier de l'exposé qu'il vient de faire.

Marcel Dardenne demande quelques renseignements sur le fonctionnement des différentes caisses de la Fédération et voudrait qu'un questionnaire soit adressé aux Syndicats pour leur demander d'indiquer l'importance de l'effort qu'ils ont accompli dans le domaine de l'assistance financière à leurs adhérents, la Fédération établira ensuite une statistique.

Brouin retient l'idée de **Dardenne** et demande que les Syndicats retardataires soient mis en face de leurs responsabilités.

Pères souscrit aux paroles de **Brouin** et indique qu'en raison des vacances et des événements internationaux, les Syndicats retardataires ont quelque excuse, mais celle-ci ne saurait les dispenser de leurs obligations dans l'avenir.

La Commission de contrôle financier se réunit pour procéder à l'examen des livres. Le Président lève ensuite la séance et invite les délégués à se rendre pour 12 h. 30, au restaurant, pour le repas en commun.

LA SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Reprise des travaux à 14 h. 45. **Lucien Denize**, rapporteur de la Commission de contrôle des mandats, donne les conclusions du travail effectué par celle-ci ; quelques observations ont été retenues sur la rédaction de quelques pouvoirs, en conséquence il

provoquer de nombreuses interventions de délégués.

Merle demande qu'une enquête soit faite sur la situation des usines d'aviation. D'autre part, il estime qu'il y aurait lieu d'envisager une distribution plus équitable des commandes d'armements, beaucoup d'ateliers, de moyenne importance, disposent d'un outillage qui leur permettrait d'effectuer certains travaux pour lesquels les grosses entreprises demandent des dérogations alors que ces petites entreprises en sont réduites à travailler 24 et 32 heures par semaine.

Bienkowski expose les sentiments des syndicats de la métallurgie du Nord sur l'action fédérale.

Paris expose un plan destiné à aider les syndicats pour leur action professionnelle et leur recrutement.

Voisin (Rouen) insiste sur l'organisation intérieure des Unions locales pour aider les syndicats à appuyer leur action dans la masse.

Dubar indique, à propos des 40 heures que, récemment, une entreprise de leur région a débouché 300 ouvriers pour manque de matières premières, plus particulièrement, concernant la tôle, il estime qu'une meilleure répartition des commandes devrait être effectuée avant d'entreprendre les heures supplémentaires.

Lacomme indique qu'en ce qui concerne les renseignements qu'il possède sur les usines d'aviation, celles-ci rencontrent certaines difficultés pour se procurer la matière première dont elles ont besoin.

Paris note, à cet effet, le refus d'une grosse entreprise d'exécuter une commande de matière première se montant à plus de 1.500.000 francs.

Lacomme indique qu'une commande de 265 moteurs doit être livrée en un an, il remarque, d'autre part, l'impossibilité actuelle de tenir ce délai, étant donnée la cadence de fabrication qui n'est que de 12 moteurs par mois.

Dardenne demande, pour équiper les Syndicats, une documentation juridique, à cet effet, il dési-rerait la création d'une Commission technique fédérale.

Abson (Bordeaux) demande que les Syndicats soient informés de

toute question intéressant les conventions collectives, sentences arbitrales, jugements prud'hommaux, etc... à cet effet, il souhaite la publication d'un bulletin réservé uniquement aux Syndicats et traitant de ces questions.

Albert Legros (Arras) demande qu'une reprise de contact s'établisse entre les Syndicats d'autres départements pour la discussion des conventions collectives.

Mcyon (Nantes) précise dans quelles conditions le travail est effectué dans les usines d'aviation où il faut pour devenir agent de maîtrise, appartenir à l'Amicale socialiste de l'entreprise.

Beck demande l'organisation de Congrès fédéraux régionaux.

Absson présente certaines observations sur le calcul de l'indemnité des congés payés.

Biver signale la position prise par les camarades cégétistes de sa région demandant le renvoi des étrangers, d'autre part, il demande que soit imprimé le rapport qui vient d'être présenté.

Lelièvre indique une augmentation du personnel des usines Gnome-et-Rhône depuis 1936, de 4.500 ouvriers leur nombre a été porté à 7.000 ; il signale le fait que, alors que certains fabricants de cellules attendent les moteurs, il est question d'en expédier un certain nombre à l'étranger, notamment en Roumanie et en Yougoslavie.

Courbet demande la création par la Fédération d'une circulaire donnant aux Syndicats des renseignements juridiques et tous documents intéressant la profession, il fait, d'autre part, certaines réserves en ce qui concerne la propagande à l'intérieur de certaines petites entreprises, pour lui, il considère cette action comme dangereuse, l'action ne doit pas être orientée dans ce sens, mais sur l'organisation de la section locale.

Assoygnon signale certains passe-droits qui ont été donnés à des camarades communistes et socialistes dont les essais professionnels n'étaient pas satisfaisants, ils ont, néanmoins, été embauchés dans la catégorie où ils avaient cependant échoué ; il signale la fourniture à l'étranger d'un certain nombre de moteurs, alors que les avions français en manquent ; il indique aussi les faits anormaux qui font qu'un certain nombre de jeunes, en possession d'un métier, sont sans travail pendant qu'on embauche du personnel féminin.

La réponse de Jean Pérès

Tout d'abord celui-ci tient à préciser pourquoi le Bureau fédéral n'a retenu à l'ordre du jour du Congrès que la présentation de deux rapports, ce qui, pour certains, pourrait apparaître insuffisant, le Bureau a estimé préférable de laisser une large part à la discussion et permettre aux délégués d'apporter à l'organisation fédérale les compléments d'informations nécessaires.

Sur les questions touchant la durée du travail, **Pérès** explique la position de la C.F.T.C., il faut, dit-il, tenir compte de la situation économique d'une part et, de l'autre, de la concurrence internationale qui influe sur l'état du marché, l'attitude patronale ne doit pas, non plus, être négligée ; sur les faits relatifs par nos camarades des usines d'aviation, la Fédération va lancer un questionnaire destiné à l'établissement d'un dossier qui sera transmis ensuite aux Pouvoirs publics ; sur la documentation, le Bureau fédéral étudiera, en fonction des moyens dont il dispose, comment aboutir à une première réalisation.

Le discours d'Arthur Bertinchamps

Léonard, après avoir remercié nos camarades Belges d'avoir bien voulu répondre à notre appel, passe la parole à **Arthur Bertinchamps**, celui-ci se félicite d'avoir pu participer aux travaux de ce Congrès qui ont produit, sur lui, une très forte impression : « Vous êtes en train, dit-il, de construire les bases d'un édifice important. C'est au nom des 46.000 métallurgistes belges, groupés dans notre Centrale, que je vous salue, vos difficultés d'aujourd'hui, nous les avons connues et certaines demeurent encore pour nous une réalité avec laquelle il faut nous mesurer, toutefois, nos méthodes de collaboration deviennent de plus en plus une réalité, et c'est bien plus en prenant comme appui la puissance syndicale que nous arriverons à faire prendre en considération nos revendications auprès du patronat, que par l'intervention de textes législatifs rigides.

En Belgique, nos Commissions paritaires fonctionnent régulièrement et elles règlent les fluctuations des salaires par rapport au coût de la vie, récemment elles viennent de résoudre un certain nombre de difficultés se rapportant aux congés payés.

« L'action des syndicats révolutionnaires ne pouvant pas servir efficacement les intérêts ouvriers, nous avons le devoir de mettre notre foi dans le Syndicalisme chrétien qui, seul, peut apporter une solution adéquate à tous les problèmes qui intéressent les travailleurs.

« Nous faisons confiance aux Syndicats de la Métallurgie Française, groupés dans votre Fédération, pour travailler utilement à cette réalisation et nous faisons des vœux pour son succès rapide. »

Les congressistes applaudissent longuement la péroraison d'**Arthur Bertinchamps**.

Lucien Léonard, en sa qualité de président de séance, remercie notre camarade de son excellent discours et, après avoir demandé aux délégués d'être exacts à l'ouverture de la séance du lendemain

Dix-neuf ans de labeur au service du Syndicalisme Chrétien ont été couronnés par le Congrès du 22 Octobre

LA SÉANCE DU DIMANCHE MATIN

Il est 9 h. 30, lorsque le **Président fédéral** ouvre la deuxième journée du Congrès, celle-ci ne sera pas de moindre intérêt et, après avoir remercié notre éminent ami **M. François Henry** d'avoir répondu avec beaucoup d'empathie à la demande du Bureau fédéral, il tient à marquer combien sa collaboration nous est précieuse, son exposé est attendu par tous et l'intérêt qu'il présente permettra à chacun de nous de



Arthur BERTINCHAMPS
Président de la Centrale Chrétienne des Métallurgistes de Belgique

mieux connaître la situation et, par là, nous aidera à remplir notre tâche, c'est sur ces derniers mots qu'il passe la parole à **François Henry**.

L'important résumé donné, d'autre part, de son exposé, nous dispense de commentaires.

Très longuement applaudi, l'exposé de l'éminent professeur suscitait dans l'auditoire de nombreuses demandes touchant certains points précis.

Charlemagne Broutin, après avoir chaleureusement remercié **François Henry**, tient à saluer, avant de donner la parole aux délégués, le **Président confédéral** qui vient d'arriver, il salue également **M. Milles**, Président du Syndicat des Ingénieurs salariés.

Le discours du Président Confédéral

Jules Zirnheld, Président d'honneur de la Fédération, pris, d'autre part, par ses obligations confédérales, s'excuse de ne pouvoir prendre une plus large part aux travaux du Congrès, néanmoins, dans une vibrante intervention il couillera que les inquiétudes ouvrières sur les 40 heures n'ont pas échappé à la C. F. T. C. qui, dès le début de la législation érigée en juin 1936, avait fait toute réserve sur les conditions dans lesquelles celles-ci s'étaient effectuées, le patronat, sous l'empire de la peur, avait paru tout accepter, mais remis de son émotion il s'est organisé pour résister à l'application des lois sociales.

La rapidité avec laquelle celles-ci avaient été rédigées et appliquées devait nécessairement entraîner certaines réactions de l'économie ; les difficultés présentes en sont la preuve, néanmoins, nous ne devons pas nous décourager car le sens profond qu'a le travailleur français de remplir sa tâche consciencieusement, même s'il est communiste, nous permet tous les espoirs, le Syndicalisme chrétien est là pour nous aider dans notre tâche, apportons-lui donc sans réserve notre concours, c'est le seul moyen pour préserver la législation sociale des atteintes qui lui sont portées.

Plus de dix camarades interviendront ensuite pour expliquer leur point de vue et demander un complément d'informations à **François Henry**.

Celui-ci répond qu'il y a une nécessité pour chacun des militants responsables de s'informer des questions économiques, il faut, dit-il, un accord psychologique sur le problème des 40 heures et maintenir intégralement le régime des congés payés ; étudier attentivement le problème de la main-d'œuvre qualifiée pour répondre aux besoins actuels de l'industrie ; le problème du chômage doit être examiné sous ses différents aspects afin de lui apporter une solution efficace.

La Commission des vœux présente la rédaction qu'elle vient d'effectuer ; après une courte discussion, elle les adopte dans leur ensemble et **Charlemagne Broutin** donnera, dans son allocution de clôture les dernières consignes avant de clore les travaux.

Les consignes du Président fédéral

« Vous devez, dit-il, veiller à organiser votre administration syndicale et orienter votre action vers un perfectionnement économique de vos différents groupements, nous ne devons pas nous laisser

impressionner par les mots d'ordre ou les attitudes des camarades appartenant aux organisations cégétistes, si nous devons être vigilants à l'endroit de la propagande communiste, celle-ci ne doit cependant pas nous faire sous-estimer nos moyens, notre esprit de collaboration, malgré les difficultés du moment, doit demeurer car il porte en lui la vie et lui seul est capable de féconder cet ordre nouveau que nous appelons de tous nos vœux. »

Longuement applaudi, le **Président fédéral** devra attendre quelques instants pour pouvoir déclarer clos le 19^{me} Congrès Fédéral de la Métallurgie.

Le banquet

Conformément à la tradition qui veut qu'après avoir bien travaillé on restaure ses forces physiques, les congressistes se retrouvaient quelques minutes plus tard au restaurant syndical de nos camarades employés.

Pendant le repas, les conversations vont leur train et les convives se font part de leurs impressions sur les deux journées de travail qu'ils viennent d'accomplir ensemble, ce sont les derniers instants passés avant de rejoindre le lieu où avec des forces renouvelées chacun va poursuivre la besogne syndicale.

Voici que **Charlemagne Broutin** se lève, l'heure des toasts est arrivée, tout d'abord, il remercie les personnalités présentes, en particulier **M. Milles**, du S.I.S., nos amis belges, **H. Galtier**, des Agents de Maîtrise, la Presse que représentent nos amis **Jean Richard** et **Norjeux**, **Mardones**, représentant les travailleurs basques, notre camarade **Claude Nordey**, juriste confédéral, **Pierre Lacomme**, du Groupe de l'Aviation, et enfin, il aura un remerciement tout particulier pour notre camarade et ami **Paul Vignaux**. Puis, il excuse nos amis **Charles Blondel**, **François Henry**, **Henri Clément**, de la Fédération des Employés, qui n'ont pu se joindre à nous.

M. MILLES se lève pour dire sa joie d'être au milieu des métallurgistes chrétiens, il rappelle un souvenir, déjà ancien, mais cependant toujours d'actualité, où à la tête d'importants services dans une grande entreprise, il s'était refusé à appliquer les décisions patronales visant à sanctionner l'activité des militants syndicalistes chrétiens à l'intérieur de son entreprise.

Au nom des travailleurs basques, **MARDONES** affirmera la solidarité qui nous unit et remerciera la Fédération de la Métallurgie des sentiments de fraternité qu'elle a témoigné en toutes circonstances aux exilés de son pays, chassés par la guerre fratricide.

Paul VIGNAUX qui a tenu à affirmer son amitié aux métaux, attirera leur attention sur la situation nationale et internationale présente, les travailleurs doivent comprendre que leur liberté est menacée et qu'il importe de tendre leurs efforts pour faire échec à l'extension des régimes totalitaires où sombreraient, non seulement les organisations qu'ils aiment, mais ce qui est plus grave pour le Syndicalisme chrétien, l'esprit qui est à la base de leur action, cet esprit, dit-il, doit pénétrer toute la vie et les institutions animées par elle.

La France doit continuer à informer le monde de son esprit puisé aux sources du Christianisme, dans leur milieu de travail, dans leurs rapports avec leurs camarades, les Syndicalistes chrétiens doivent se faire les défenseurs et les propagateurs de cet idéal qui est étroitement lié aux intérêts moraux et matériels des travailleurs dont il est la sauvegarde.

Et voici le **PRESIDENT DE LA CONFEDERATION BELGE** qui dira, avec beaucoup de force, l'espoir que mettent en la France et dans son régime de liberté les travailleurs chrétiens de Belgique, en un moment où les régimes totalitaires tentent de faire régner sur les hommes leur odieuse contrainte en asservissant les travailleurs, les petites nations comme la nôtre tournent leur regard vers votre grand Pays comme pour l'interroger sur leur propre destin.

C'est maintenant au **PRESIDENT FEDERAL** qu'il appartient de faire la synthèse des belles paroles prononcées par nos amis, il dira d'abord le grand réconfort qu'ils mettent dans les cours ouvriers qu'il ne se sentent plus isolés mais soutenus et aidés, vont voir leurs forces décuplées pour l'action conquérante, il dira, enfin, que cette confiance qui nous est témoignée nous impose de lourdes responsabilités, c'est à les assumer sans défaillance que nous allons, les uns et les autres, reprendre notre tâche pour revenir dans un an montrer que nous n'avons pas démenti du mouvement qui porte nos espérances.

Jean FRESSAC.

LES VŒUX adoptés par le 19^{me} Congrès

Le travail féminin

Adoptant les vœux des Syndicats des Ouvrières de la Métallurgie, le Congrès demande :

1° Que soit poursuivie la défense du travail féminin et, spécialement, du salaire féminin, par l'application stricte du principe : « à rendement égal, salaire égal », ce qui aura pour but de supprimer — pour les hommes — la concurrence du travail féminin moins rétribué pour un même rendement ;

2° Que soit appliquée une équitable et judicieuse répartition de la main-d'œuvre, afin que les femmes puissent, dans l'exercice de leur profession, occuper des emplois adaptés à leurs aptitudes physiques et ne s'opposant pas à leur nature et à leur mission.

Pour la défense de la législation sociale

Le Congrès, après avoir pris connaissance de l'enquête menée dans tous les Syndicats, du Rapport de **Joseph Botton**, Secrétaire Fédéral, des interventions des délégués et des explications de **Jean Pérès**,

— exprime l'inquiétude des milieux ouvriers devant les restrictions apportées à l'application des lois sociales et leur crainte de voir l'ensemble de ces lois remis tout entier en question,

— tient à rappeler que, dans les circonstances présentes, la législation sociale constitue un des éléments de la force et du rayonnement du Pays, et qu'en défendant la liberté syndicale et le régime de collaboration entre les organisations patronales et ouvrières, le « Syndicalisme Chrétien » apporte une contribution essentielle à l'unité de la communauté nationale,

— proteste contre les discriminations arbitraires faites à l'embauchage, particulièrement dans les usines nationalisées,

— réprovoque certaines applications restrictives des dispositions relatives aux congés payés,

— s'élève contre la lenteur apportée au renouvellement des conventions collectives et insiste pour que soient appelées à collaborer à leur renouvellement toutes les organisations syndicales auxquelles leur consistance, leur ancienneté, les services qu'elles ont rendus à la profession confèrent un caractère nettement représentatif.

Sur la situation économique du travail dans les industries des métaux

Le Congrès, après avoir entendu la communication de **M. François Henry**, sur la situation présente des Industries Métallurgiques en France,

— attire l'attention des responsables syndicaux sur la nécessité de l'information économique,

— proteste contre la façon dont se trouve communément traitée la question des quarante heures,

— demande que l'on substitue à des discussions sommaires l'examen dans chaque cas des problèmes techniques et que les Pouvoirs Publics consultent les organisations ouvrières avant de décider des dérogations,

— énuie par les informations de presse relatives à des sanctions que le Gouvernement envisagerait de prendre contre les seuls travailleurs, les rendant par cela même directement et seuls responsables de l'insuffisance de la production,

— donne mission au Bureau Fédéral de suivre de très près cette question et d'entreprendre toutes démarches utiles en vue de la sauvegarde des travailleurs,

— s'élève contre toute campagne qui tendrait à faire croire que le redressement du Pays dépend principalement de la durée du travail et à dispenser, ainsi, de leur part d'efforts les Pouvoirs Publics et la Direction des entreprises.

APRÈS L'ENQUÊTE FÉDÉRALE

Pour une action professionnelle d'ensemble

INTRODUCTION

Nous avons pris la bonne habitude de faire précéder nos Congrès Fédéraux d'une enquête auprès de nos Syndicats affiliés.

Le sujet de cette enquête varie chaque année et nous nous efforçons de centrer les questions sur nos préoccupations et nos soucis du moment ; ce travail d'ensemble, effectué en collaboration avec tous nos camarades, doit avoir son prolongement sur le plan de nos activités, lesquelles continueront nos travaux.

Notre organisme fédéral qui a la tâche de diriger et de coordonner notre action a besoin de savoir ce qui se passe dans vos centres industriels.

La Fédération est constamment préoccupée par deux ordres de questions qui touchent, d'une part, à la gestion et à l'administration de ses syndicats, il est nécessaire qu'elle sache comment sur ce plan la ils sont organisés, car là où règne le désordre administratif, il est difficile de garder la confiance des adhérents.

La deuxième question se rapporte à l'action professionnelle qui a, depuis quelques années, pris une importance considérable et comme au sein de notre mouvement confédéral le rôle des Fédérations est de travailler les questions touchant la profession et l'industrie sur lesquelles doivent s'exercer leurs activités, la rationalisation de l'action syndicale a donc spécialisé les Fédérations pour l'action dans la profession et l'industrie.

Notre Bureau Fédéral a estimé qu'il était indispensable d'organiser méthodiquement notre travail sur ce plan ; nous devons autant que possible, ne rien laisser au hasard, éviter les improvisations, persuader nos camarades du sérieux et de l'importance de l'action syndicale pour obtenir qu'ils nous apportent, non pas une collaboration occasionnelle et trop souvent déficiente, mais qu'ils fassent passer dans leurs préoccupations le souci de donner au mouvement syndical un concours permanent indispensable pour la permanence même de notre action.

PREMIERE PARTIE

LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE

Puisque nous parlons d'action professionnelle, nous ne pouvons pas ne pas parler des entreprises dans lesquelles, nécessairement, s'exerce cette action, le moins que l'on puisse dire est qu'elle les intéresse sinon chacune en particulier intérieurement, du moins extérieurement par les répercussions des mesures d'ordre général qui sont prises.

par **Joseph Botton**

Avec la première question de notre enquête, nous avons voulu situer nos syndicats en face des entreprises et, s'il était nécessaire, attirer l'attention de nos camarades sur ce point, partout où il y a des entreprises, partout on doit y rencontrer le Syndicalisme Chrétien.

A cet effet, les réponses reçues sont fort encourageantes, ainsi nos camarades nous ont confirmé qu'ils avaient des adhérents dans la majorité des entreprises de leur localité.

Sur les agissements des faux syndicats, la chose nous paraît jugée ; instruments entre les mains du patronat pour faire échec aux revendications professionnelles et au Syndicalisme ; ainsi à Lyon, un S. P. F., groupant les ouvriers quinquicalliers, a signé une convention qui laisse les salaires à l'appréciation des parties ; par ailleurs, ces défenseurs d'un ordre à sens unique, entretiennent des relations avec certain parti politique dont les intentions sociales sont plus que suspectes, elles sont la préfiguration d'un régime totalitaire dont nous avons pu admirer les effets sur le standard de vie des travailleurs de certains pays voisins.

L'influence de ces faux syndicats est nulle dans notre milieu ouvrier métallurgiste et si à l'occasion d'un conflit ils peuvent tenter une action, elle demeure sans effet, l'intérêt immédiat peut bien tenter quelques sarnons, mais le patronat qui n'a pas retiré de l'opération le bénéfice qu'il en attendait, diminue ses libéralités, ce qui a un effet déterminant sur les effectifs qu'une propagande, largement financée, nous présentait comme considérables.

L'AUTORITE

DU SYNDICALISME

Sur l'attitude des non syndiqués, cette question devait nous indiquer si, dans les rangs du monde ouvrier, une réaction anti-syndicale ne s'était pas manifestée à la suite des excès commis par la C.G.T. et nous apporter quelques données sur l'état d'esprit de cette partie flottante des travailleurs dont nous ne devons pas nous désintéresser, car ils font partie de cette pâte qu'il nous faut travailler et faire lever.

A priori, il ne semble pas qu'il y ait contre le Syndicalisme cette opposition qui, en 1920, amenait son écoulement, l'indifférence n'est pas vaincue, néanmoins, on discerne très nettement la prise de conscience par une partie, non négligeable des ouvriers, du rôle joué par les organisations syndicales :

il ne fait aucun doute, le Syndicalisme a amélioré ses positions, l'euphorie de 36 a laissé subsister de grandes possibilités pour une action syndicale plus étudiée, mieux préparée, apportant des suggestions économiques qui tiennent compte des transformations nécessaires avant de se lancer, inconditionnellement, dans la voie de réformes qu'il faut ensuite amender.

Quant aux motifs invoqués par ceux qui refusent de se syndiquer, ils sont certainement assez variés ; néanmoins, il est possible de dégager une impression d'ensemble qui nous amène à reconnaître que, si nous parvenions à créer une ambiance syndicale débarrassée des scories de l'agitation politique, nous réussirions à nous concilier une partie de cette masse qui ne nourrit, quant au fond, aucun préjugé contre le Syndicalisme.

Nous retrouvons, là encore, le problème de l'éducation ouvrière qu'il faut résoudre en multipliant les militants qui joueront le rôle d'instituteurs du Syndicalisme.

Sur notre titre de Chrétien, très peu d'objections : quelques atermoiements dans trois centres de peu d'importance.

La cinquième question doit nous apporter une information sur l'importance de l'influence communiste dans notre milieu métallurgiste, influence qui, depuis la réalisation de l'Unité, s'exerce par le canal du Syndicat.

LES EFFETS DE LA COLONISATION

Nous ne surprendrions personne en reconnaissant que les ex-unitaires ont la majorité dans les 3/5^{es} des Syndicats cégétistes, les 2/5^{es} restants, sont par contre, résolument hostiles à la tactique syndicale de leurs collègues.

Nous ne voulons pas nous attarder plus qu'il ne faut sur ce point, cependant, si les confédérés se sont montrés à notre égard aussi sectaires que les communistes et même, dans certains cas, moins souples, il est bon de noter pour le syndicalisme le fait qu'une opposition très active leur est faite, ce qui n'était pas le cas en 1936.

La tactique communiste qui ramène tout au parti, utilisant toutes les situations pour servir le parti jusque et y compris les revendications ouvrières, n'a jamais servi le mouvement syndical ; cette agitation perpétuellement entretenue dans les entreprises, les grèves déclenchées pour servir à point nommé la politique communiste, ont causé, principalement dans la région parisienne, un tort énorme à l'idée syndicale, et tellement desservi les intérêts ouvriers, que nous ne pouvons pas ne pas suivre avec intérêt l'évolution de la situation.

LE SYNDICALISME CHRETIEN DANS LA MASSE

Les réponses à la question 6, sur notre recrutement dans les grandes entreprises, sont extrêmement intéressantes ; en effet, on nous reproche de temps à autre d'avoir peur de la masse, eh bien ! nos camarades, par leur cran, ruinent peu à peu ce préjugé.

La majorité des réponses nous apporte sur ce point un équilibre des difficultés et dans certains centres même le recrutement paraît plus facile dans les grandes entreprises, car la peur du patron ne joue pas.

Certes, il y a encore des cas où il n'en est pas ainsi, néanmoins, nous constatons avec une vive satisfaction l'effort fourni par tous pour agir sur la masse, nos camarades ont cessé de la redouter et si, pour certains, le recrutement y est encore difficile, le fait qu'ils y travaillent est un heureux présage.

La région parisienne marque, à son tour, une évolution favorable, l'exemple suivant confirme cette orientation lorsque nous n'hésitons pas à nous montrer : lors des dernières grèves, le Secrétaire de notre Section d'entreprise des usines Renault se rendait au Comité de grève pour préciser la position de notre mouvement, il demandait la liberté pour nos adhérents d'entrer et de sortir librement des usines, en précisant la nécessité de sauvegarder nos intérêts syndicaux ; satisfaction lui fut aussitôt donnée.

Enfin, dans une importante région métallurgique, nos camarades nous indiquent que leurs difficultés s'atténuent.

En conclusion, citons cette réponse : « Certaines grosses Maisons n'ont pu être touchées du fait du manque de militants compétents et actifs. »

Pour certaines entreprises de moyenne importance, nous nous heurtons encore à l'opposition de certains patrons et là, il nous faut agir avec tact et prudence pour ménager les intérêts de nos militants.

Cette première partie de notre enquête marque très nettement notre progression dans la masse ouvrière que nous pénétrons maintenant ; notre action doit tendre à augmenter notre autorité pour nous permettre d'assurer la représentation de nos intérêts.

DEUXIEME PARTIE

LES FAITS CONTRE L'ASSOUPLISSEMENT DES 40 HEURES

Passons au domaine économique. Personne chez nous n'est resté

APRÈS L'ENQUÊTE FÉDÉRALE

Pour une action professionnelle d'ensemble

indifférent à la réaction patronale contre la législation sociale, réaction qui s'est manifestée avec une intensité accrue depuis quelques mois en utilisant certaines fautes commises par les *colons du Syndicalisme* et la situation intérieure et extérieure.

Nous avons voulu connaître — et par vous — comment se comportait la semaine de 40 heures. Chargée et surchargée qu'elle est de tous les péchés d'Israël, la malheureuse pécheresse paraît bien devoir succomber, autant par les maladroitures de certains de ses amis, que sous les coups de ses adversaires.

INDUSTRIES DE DÉFENSE NATIONALE

Nos camarades nous ayant indiqué avec beaucoup de précision les heures effectuées par les entreprises privées et celles occupées à des travaux intéressant la Défense Nationale, nous pouvons noter, pour ces dernières que, les deux tiers ne dépassent pas 40 heures, quelques-unes même, dont les fabrications intéressent l'aviation, les fils téléphoniques pour l'armée, les pièces pour tanks et mitrailleuses, motos et side-cars pour les unités motorisées, etc., effectuent entre 30 et 40 heures de travail par semaine.

Le tiers restant travaille de 45 à 48 heures.

Avant de passer à l'industrie privée, il faut nous arrêter à la réponse d'un de nos syndicats placés dans une région où sont situées d'importantes usines sidérurgiques.

La matière première fabriquée par celles-ci étant en partie absorbée par des entreprises occupées à des fabrications intéressant la Défense nationale, voire même l'aviation, il faudrait s'attendre à y voir appliquer les dérogations à la semaine de 40 heures réclamées par ailleurs. Eh bien, il n'en est rien, la moyenne des heures de travail est là de 32 par semaine, cependant que des camarades nous rapportent par ailleurs que dans leurs entreprises, on manque de matière première et, comme par hasard, celle-ci est fabriquée dans cette même région sidérurgique dont les usines travaillent au ralenti et qui, d'autre part, se paient le luxe de refuser d'importantes commandes qui s'en vont à l'étranger.

Sur ces faits et un certain nombre d'autres, les renseignements de source autorisée qui nous parviennent nous permettent d'admettre qu'ils ne sont pas, hélas, isolés, ainsi, pour ne pas accepter d'exécuter telles commandes, certaine entreprise métallurgique motive son refus par un délai de livraison invraisemblable.

L'état d'esprit que dénote une telle attitude mérite d'être stigmatisé et dénoncé à l'opinion publique.

FABRICATIONS LIBRES

Pour l'industrie privée, à part quelques exceptions, celle-ci, en général, souffre du chômage partiel, parmi les exceptions signalons la fabrication des machines outils dans le département de la Somme, où on effectue 50 et 55 heures ; dans les usines de constructions mécaniques, d'appareils de levage, de la Meuse, la semaine de travail est de 45 heures, dans la Sarthe quelques fonderies effectuent de 45 à 48 heures.

Par contre, certains centres métallurgiques importants de la région du Nord en sont réduits à une semaine de travail qui oscille entre 24 et 32 heures ; la fabrication des appareils domestiques n'est pas plus brillante, la charpente métallique, la serrurerie, la galvanisation atteignent péniblement 35 heures ; dans les Ardennes, région dans laquelle sont employés près de 30.000 métallurgistes, de nombreuses entreprises sont atteintes par le chômage partiel ; la construction électrique souffre également du manque de travail et certaines usines effectuent entre 24 et 32 heures ; l'industrie des lampes électriques travaille en moyenne 36 heures par semaine ; certaines usines d'automobiles, voire de très importantes, ne sont pas mieux partagées et voient leur activité réduite à 32 heures par semaine.

Au lieu de nous rebattre les oreilles avec le slogan : « Remettre la France au travail », il faudrait d'abord occuper les travailleurs 40 heures par semaine, ceci serait plus efficace pour l'économie du pays que de dauber sur une prétendue paresse de la classe ouvrière.

Certes, notre enquête ne prétend pas épuiser le sujet des heures de travail ; en l'état actuel des choses la semaine de 40 heures, les faits le prouvent, est suffisante pour assurer la production et notre Confédération, en déclarant que les dérogations contenues dans le décret d'application des 40 heures devaient permettre d'assurer les besoins extraordinaires de certaines industries, voit sa position confirmée par les faits eux-mêmes.

POURQUOI NOUS REVENDIQUONS

Nous abordons maintenant les revendications qui retiennent plus particulièrement l'attention de notre milieu métallurgiste ; trois préoccupations dominantes ressortent de l'ensemble des réponses.

1° Salaires.

La première concerne le salaire, s'appuyant sur des faits, nos Syndicats font la preuve de la nécessité de son rajustement en fonction de la hausse constante du coût de la vie.

Nos camarades sont inquiets et se demandent, avec juste raison, s'il leur sera jamais possible d'obtenir par leur travail l'amélioration de leur standard de vie, afin d'assurer à leur foyer une existence où la question du lendemain verrait son acuité atténuée, surtout là où les bouches sont plus nombreuses à nourrir.

2° Chômage.

La seconde préoccupation porte sur le chômage. Depuis 1930, date où la crise économique a commencé à sévir dans nos industries, le problème d'avoir du travail s'est constamment posé à la classe ouvrière, quoi qu'en disent certains, le chômage n'a jamais été envisa-

gé dans nos milieux qu'avec une angoisse extrême, aussi nous ne pouvons pas ne pas faire écho au souci manifesté dans les réponses de camarades de voir s'intensifier la lutte contre ce terrible fléau, véritable gangrène sociale.

3° Les heures de travail.

Enfin, la troisième préoccupation que nous dégageons de l'ensemble des réponses n'est pas moins importante, elle concerne le maintien des 40 heures et des Conventions collectives.

Au sujet de celles-ci, il ne fait aucun doute que de nombreuses difficultés surgissent quant au renouvellement de la plupart d'entre elles, l'attitude du patronat sur ce point est vraiment paradoxale, car les Conventions collectives ont tout de même eu pour effet d'atténuer entre les industries la concurrence effrénée qui s'établissait par la course aux bas salaires, telle industrie réussissant à avoir de la main-d'œuvre à bas prix, raffait à son concurrent les commandes pour lesquelles elle avait pu consentir des conditions plus avantageuses quant aux prix.

Nous touchons là à la lutte sournoise qui est menée contre tout l'édifice social présent ; certes, nous savons que les délégués du personnel dans certaines circonstances ont outrepassé leurs droits, mais ne serait-ce pas parce que, pendant trop longtemps, ceux qui aujourd'hui se plaignent des excès commis par la classe ouvrière se sont livrés à son égard à une exploitation, dans certains cas, vraiment inhumaine, obligeant les travailleurs contraints par la nécessité d'assurer leur subsistance, à accepter des conditions de travail que réprobaient la justice.

Pour des syndicalistes, tout commentaire à cette énumération ne peut que venir à l'appui de la thèse que nous défendons et renforcer nos convictions sur la nécessité de développer nos organisations syndicales, afin d'arriver à constituer des forces ouvrières, suffisamment puissantes, pour que ne soient pas constamment remises en cause les lois sociales, qui protègent les conditions matérielles d'existence, le progrès social est une nécessité incontestable, mais il a besoin d'être défendu et nous sommes trop intéressés à son développement pour ne pas travailler à établir les conditions par lesquelles il peut se réaliser.

TROISIÈME PARTIE NOTRE ORGANISATION INTERIEURE

La troisième partie de notre questionnaire peut se relier à la première, en passant par la seconde, laquelle nous a montré l'importance du labeur à accomplir par les organisations syndicales.

Pour ce faire, nous avons demandé comment, en complément du concours des Unions locales, départementales, régionales, vous envisagiez celui de la Fédération

pour vous épauler dans vos revendications, pour vous documenter sur la profession, pour aider votre propagande dans votre milieu de travail.

Notre Bureau Fédéral a fait là, comme on le dit en termes de métier, un impair, car vos réponses nous submergent de demandes et la malheureuse Fédération est littéralement assaillie par un flot de suggestions auxquelles elle n'entend pas, certes, faire un sort, mais force lui est bien de proportionner le désir qu'elle a de vous être agréable, et vous ne doutez pas qu'il soit très grand, aux moyens dont elle dispose et qu'elle tient de vous-mêmes.

L'AIDE FÉDÉRALE AUX SYNDICATS

Pour votre action revendicative, vous demandez principalement à l'organisme fédéral de vous représenter auprès des Pouvoirs Publics et d'appuyer auprès d'eux vos réclamations. Sans le vouloir, vous avez confirmé la nécessité des Fédérations, car les ministères n'ont jamais connu autant d'affluence que depuis deux ans, à tel point qu'il a fallu, notamment, au Travail, renforcer les services existants et en créer d'autres.

Sans ironiser, il faut reconnaître que vous avez raison de confier à la Fédération le soin des démarches à effectuer auprès des organismes officiels, seulement une remarque s'impose, pour agir avec un minimum d'efficacité dans ces milieux-là, il faut, non seulement représenter quelque chose — autrement dit, avoir des effectifs derrière soi — mais aussi, connaître les questions et posséder sur elles un minimum d'informations.

Vous demandez aussi que la Fédération prenne position sur les problèmes du jour, réformes sociales, bien entendu dans le cadre de la profession, production, machinisme et rationalisation, accidents du travail, chômage et rééducation professionnelle, apprentissage. Nos camarades de Saint-Etienne considèrent que, pour les aider dans leur action revendicative, la Fédération devrait organiser des tournées de réunions, de campagnes de presse et, en dehors de l'administration et de quelques interventions auprès des Ministères, stimuler l'activité des syndicats, etc.

Charleville, lui, voudrait être informé rapidement de l'action fédérale, recevoir des directives pour son action locale et ne pas être livré à ses seules ressources.

Pour la documentation professionnelle, la question semble avoir embarrassé une grande partie de nos camarades, nous ne leur en tenons pas rigueur et sur ce point il semble bien que l'initiative doit être prise par la Fédération, car la question est d'ordre général et réclame une information qui dépasse le cadre du Syndicat.

Pour la propagande dans le milieu de travail, vous réclamez des

tracts spéciaux pour la Métallurgie, des affiches, et vous insistez pour que *L'Ouvrier Métallurgiste* réponde davantage à toutes les nécessités du moment.

UNE FORCE QUI S'AFFIRME

De l'ensemble de vos réponses, il se dégage une prise de conscience de votre force et une confiance en vous-mêmes qui ressort nettement de votre façon d'envisager l'action dans votre milieu de travail, et ceci mérite d'être retenu. Le concours de la Fédération n'apparaît plus que comme un appoint, un complément, vous traduisez en actes le « aide-toi d'abord et la Fédé t'aidera ensuite » : nous ne pouvons qu'approuver et vous féliciter.

*.

Abordons maintenant les deux dernières questions qui terminent notre enquête :

1° Les Comités Régionaux professionnels ;

2° L'action des Syndicats centrée sur les entreprises.

L'idée des Comités Régionaux Professionnels remonte déjà à quelques années, et notre Président Fédéral nous en a entretenus à diverses reprises.

Lorsqu'on étudie l'organisation du travail des Syndicats, on ne peut pas ne pas y constater une certaine absence de méthode et une trop grande part d'improvisation.

Revaloriser l'action pour un meilleur rendement, la penser en fonction des nécessités professionnelles de notre temps, au lieu de la conduire sur des bases périmées.

L'organisation de kermesses, de fêtes syndicales ne saurait être sous-estimée, cependant, elles ne peuvent constituer qu'un dérivatif à notre action.

Certains de nos camarades qui ont constitué des Syndicats départementaux se demandent de quelle utilité pourrait être pour eux l'élargissement, même occasionnel, du cadre dans lequel ils ont situé leur action professionnelle locale.

Partant de leurs préoccupations personnelles, ils pensent n'avoir rien à apprendre du voisin, et le voisin n'avoir aucun intérêt à connaître de ce qui se fait à côté de lui, partant de ce fait que les fabrications sont différentes. Il ne s'agit pas de technique mécanique, et il y a sur le terrain syndical — dans le cadre de l'industrie — une relation de causes à effets qui ne peut être méconnue plus longtemps sous peine de constituer pour nous un lourd handicap.

Certes, un Congrès Départemental c'est bien et c'est nécessaire, aujourd'hui ce n'est plus suffisant. Le *Syndicalisme réclame pour le travailleur une place dans l'économie, il ne veut plus qu'il remplisse une simple fonction*, mais qu'il joue un rôle. Alors, il doit prendre conscience de ce rôle, c'est pourquoi la réalisation de Comités Régionaux Professionnels doit être

étudiée sans retard. Les conditions économiques régionales réagissent plus que nous ne le pensons sur nos conditions de travail pour que nous négligions de les étudier ; ce sera la tâche de ces Comités qu'il ne peut être question ici de définir, ce n'est pas l'objet de notre travail, mais comme il faut taper longtemps sur le coin pour l'enfoncer, il est utile d'attirer votre attention sur les conséquences de l'évolution de notre action qui est fonction de l'extension de notre mouvement.

IL FAUT S'ADAPTER

Tout comme l'enfant qui en grandissant voit augmenter le camp de son activité, nous devons, nous aussi nous rendre à cette évidence et aborder résolument les problèmes posés par notre croissance.

Sur la dernière question de notre enquête : Estimez-vous plus efficace l'action syndicale centrée sur l'entreprise, un certain nombre se sont contentés d'un simple Oui ; sans doute, étaient-ils à bout de souffle, et on a l'impression qu'ils sont arrivés au terme de la compétition complètement épuisés par l'effort qu'ils ont été contraints de fournir pour atteindre le but.

Cependant, tel n'est pas le cas de plusieurs réponses qui émanent de Syndicats importants, tels : Douai, Charleville, Maubeuge, St-Etienne qui insistent pour que l'action dans l'entreprise soit l'objet de nos préoccupations pour nous permettre d'agir sur le plan professionnel d'une façon positive.

L'entreprise est le lieu d'élection pour le travail syndical, c'est là qu'il se justifie et se confirme par les œuvres qu'il entreprend et mène à bonne fin, et pour nous c'est une occasion de ruiner les préjugés qui tendent à nous montrer comme les représentants d'un Syndicalisme de patronage ignorant les intérêts professionnels des travailleurs pour nous intéresser aux seules questions qui relèvent des pratiques religieuses.

UNE FIN

QUI EST UN COMMENCEMENT

Voici épuisé, mes chers camarades, le sujet de ce rapport, la matière ne se prêtait pas à des développements oratoires, quoique ceux-ci soient très agréables à entendre, mais tel n'était pas le cas, et je m'excuse de n'avoir pas eu ce talent pour rendre plus supportable pour votre esprit l'exposé de vos réponses.

La conclusion de ce travail auquel vous avez participé, nous devons la tirer en commun ; on n'exécute bien que ce que l'on comprend bien.

La Fédération n'a jamais pensé vous imposer des directives unilatérales, c'est tous ensemble qu'il nous faut entreprendre les responsabilités que nous répartirons ensuite là où nous appelons nos tâches professionnelles.

En terminant, laissez-moi vous remercier de votre collaboration à ce travail, rendue possible grâce à vos sacrifices et à ceux des nombreux militants que compte notre mouvement. Sa vitalité et sa force grandissante s'affirment tout au long de notre enquête ; c'est donc sur une note de confiance en ses destinées, de certitude dans le triomphe de son Esprit, que je me fais pour vous passer la parole.

Joseph BORTON.

NORD LILLE

Assemblée générale du Syndicat

Suivant une coutume vieille de plusieurs années, l'assemblée générale du Syndicat Libre de la Métallurgie de Lille et environs se tiendra le lundi 5 décembre et le *Nord Social* vous fixera exactement à ce sujet. Permettez-moi cependant d'insister, au nom du Conseil Syndical, sur l'importance de cette assemblée générale : à l'heure où de profondes modifications et aménagements sont ou seront apportés aux lois sociales directement ou indirectement, il est tout naturel de montrer votre union avec vos dirigeants syndicaux et que vous fassiez entendre, vous aussi, vos doléances légitimes près du patronat et des Pouvoirs Publics.

A cette assemblée, vous entendrez le rapport moral et le rapport financier de votre Syndicat, vous élirez un tiers sortant de votre Conseil Syndical, puis, un délégué fédéral, tirera les conclusions de notre réunion et, enfin, pour terminer joyeusement, car après tout nous fêtons saint Eloi, une partie récréative vous sera offerte dont vous lirez le détail dans le *Nord Social*. A. VANDENBROUCKE.

GIRONDE BORDEAUX

SYNDICAT DE LA MÉTALLURGIE

130, rue du Palais-Gallien

SEANCE D'ETUDES DU 9 OCTOBRE 1938

Nos camarades qui ont pu assister à notre journée de travail savent dans quelle atmosphère de cordialité et de camaraderie elle s'est déroulée.

Après un exposé fort clair et complet de notre président Choppy sur le rôle et la nécessité des commissions, le Conseil syndical passe immédiatement à la désignation des responsables de chacune de ces commissions.

A midi et demie, un repas en commun eut lieu au restaurant

La Vie Syndicale

Béassine, au cours duquel de nombreux toasts furent portés avec chaleur et enthousiasme, pour la progression de notre Syndicat et pour la cause si chère du Syndicalisme Chrétien, attaché à la défense de la classe ouvrière.

L'après-midi eurent lieu les conférences si intéressantes et si instructives de nos amis Hoste, président de l'Union Régionale et Lafourcade, du Syndicat des Cheminots de Bordeaux.

Ensuite, on procéda au tirage des lots de la souscription du Syndicat. Un pick-up mis obligamment à notre disposition et le buffet donnèrent le complément de gaieté, et l'ambiance de cette belle journée se termina vers 18 heures.

J. G.

LISTE DES GAGNANTS DE LA SOUSCRIPTION

0370	0985	0805	1041	0806	1766
1322	0177	0161	1820	1860	1051
1667	0741	1840	1048	1026	

Prière de retirer ces lots au siège, 130, rue du Palais-Gallien.

BUREAU DE PLACEMENT DU SYNDICAT

Permanences : Mercredi et vendredi de 18 h. 30 à 19 heures ; samedi matin de 11 h. à midi.

Nos camarades Vialle, Labat, Tamisey et Ranouil sont à la disposition de tous pour trouver, dans la mesure de nos possibilités du travail aux chômeurs.

A cet effet, nous ne saurions trop souligner l'intérêt qu'auront nos adhérents, à leur signaler, ou au secrétariat de l'Union Départementale, le plus rapidement possible, les emplois vacants.

SECTION AUTOMOBILE

Après la signature de la convention collective de l'Automobile par notre Syndicat, en la personne de notre camarade Courvoisier, nous donnons ci-dessous les salaires obtenus dans cette profession :

ANNEXE

A LA CONVENTION COLLECTIVE DU 13 OCTOBRE 1938

Ouvriers 1^{re} catégorie :

Tourneurs, rectifieurs, aléateurs,

électriciens, metteurs au point, ajusteurs, menuisiers en voitures, traceurs, formeurs-tôliers (neuf et réparation)Fr. 8 »

Radiateurs 8 »

Selliers, coupeurs, peintres rechapisseurs 7 65

Ouvriers 2^e catégorie :

Tourneurs, ajusteurs, électriciens, selliers, garnisseurs menuisiers, ferreurs 7 05

Radiateurs 7 05

Peintres, tôliers, limeurs, monteurs, machinistes 6 95

Manœuvres spécialisés :

Laveurs, convoyeurs, graisseurs, manutentionnaires au magasin, distributeurs outils, monteurs, réparateurs accus 6 25

Manœuvres laveurs 5 90

Déplacement : frais de voyage sur justification à fournir voyage par chemin de fer ; nuit 2^e classe ; jour 3^e classe.

Concierges, gardiens, veilleurs :

Conciergerie logé, éclairé, non chauffé, par mois 985 »

(plus 2,30 par lavage de voiture).

Gardiens de jour non logé, par jour 40 50

Gardiens, dimanche et jours fériés 41 65

Veilleur de nuit pouvant laver 40 50

(plus 2 fr. 30 par lavage de voiture).

ALLOCATIONS FAMILIALES

A partir du 1^{er} octobre, les allocations pour le personnel bénéficiaire s'établiront comme suit :

70 fr. par mois pour 1 enfant ;

150 fr. par mois pour 2 enfants ;

300 fr. par mois pour 3 enfants ;

150 fr. par mois par enfant à partir du 4^e.

CONDITIONS DE TRAVAIL ET APPRENTISSAGE DES JEUNES

D'autre part, un avenant à la dite convention détermine les conditions de travail et les salaires des jeunes apprentis, également le

contrat d'apprentissage pour ceux-ci.

Pour tous renseignements, s'adresser au Syndicat : 130, rue du Palais-Gallien.

SAVOIE

UGINE

Au cours d'une réunion du syndicat chrétien des métallurgistes d'Ugine la C. F. T. C. précise sa position

Dimanche 16 octobre, à Ugine, en la salle Mollier-Carroz, le Conseil syndical du syndicat chrétien des métallurgistes d'Ugine a tenu une importante réunion sous la présidence de Bouquignoud, Président de la section locale.

Nous donnons ci-après le texte de la résolution votée à l'unanimité qui, mieux qu'un long commentaire, donne une idée de l'importance de cette réunion.

« Le Conseil syndical, réuni le 16 octobre à 11 heures, à Ugine, en présence des camarades Jalil, secrétaire général de l'U.D. et Chamot, secrétaire de l'Union Locale de Tarentaise, après avoir examiné la marche du syndicat, de l'U. L. et de l'U. D., renouvelle sa confiance aux différents bureaux, prend acte de la bonne marche des divers services administratifs, se félicite de l'accroissement des effectifs et du bon esprit des syndiqués. Après avoir écouté un exposé de Jalil sur la semaine de quarante heures et la position prise par le Bureau confédéral en face des récentes dispositions des décrets du ministère Daladier,

Décide :

1° Que le principe de la semaine de 40 heures ne saurait être touché sans menacer le droit des ouvriers à la limitation de la durée du travail ;

2° Que de nombreux textes législatifs ont déjà apporté des améliorations à cette loi en facilitant l'obtention par les entreprises de

dérogations en cas d'arrêt collectif ou de surcroît de travail.

3° Que les industries travaillant pour la défense nationale ont obtenu par les arbitrages Jacomet et Giraud la possibilité de faire 45 heures par semaine ;

4° Que de nombreuses entreprises de métallurgie n'ont entre la possibilité de faire travailler que moins de 40 heures par suite d'une mauvaise répartition de la production ;

Affirme en conséquence :

1° Son attachement à la semaine de 40 heures ;

2° La nécessité de faire appel à la main-d'œuvre en chômage ;

3° De mettre tout en œuvre pour organiser la rééducation professionnelle des chômeurs qui ne peuvent être immédiatement utilisés ;

4° Demande au Pouvoir législatif de s'inspirer à l'avenir des dispositions du plan de la C.F.T.C., paru en 1935.

Après avoir entendu l'exposé du camarade Chamot sur les contrats ouvriers et employés de la métallurgie de Savoie, constate :

1° La nécessité d'apporter un certain nombre d'améliorations au contrat ouvrier par suite de l'insuffisance du projet cégétiste qui ne marque aucun progrès, alors que cette organisation prétend être seule habilitée pour représenter les intérêts ouvriers ;

2° L'infériorité très nette du contrat employé, mal étudié et mal défendu par la C. G. T. après deux ans de discussion.

3° La lutte de tendance au sein de l'organisation cégétiste, lutte préjudiciable au travail social et qui justifie notre position à l'égard du cartel syndical, seul susceptible de réaliser l'unité ouvrière,

Décide enfin :

1° D'inviter à Ugine dès que faire se pourra, les délégués des différents syndicats chrétiens de Savoie et Haute-Savoie intéressés afin de mettre au point des textes communs et d'examiner les moyens les plus propres à obtenir du syndicat patronal les modifications nécessaires aux textes actuels ;

Demande à tous les adhérents de faire connaître leurs critiques particulières afin de faciliter le travail du Conseil syndical et de se tenir au courant de l'action du syndicat par la lecture des comptes rendus qui paraissent régulièrement dans le « Syndicaliste Savoyard » ;

2° La mise à l'étude du contrat employé en vue d'améliorations à y apporter, afin de formuler les réserves nécessaires si une adhésion est éventuellement décidée ;

3° D'étudier les modifications à apporter au contrat ouvrier qui sera ensuite transmis au Syndicat patronal, avec demande de discussions ; à cet effet, le concours de l'Union Départementale sera sollicité.

Le Secrétaire :

Pour le Bureau Syndical, Marcel CHARMOT.

LOIRE-INFÉRIEURE

SAINT-NAZAIRE

La vie ouvrière

Depuis quelques mois nous assistons à une série de conflits successifs, mais heureusement restreints, dans les chantiers de construction navale. Ces conflits se limitent généralement à une corporatisme et se traduisent par quelques jours de grève. Le dernier, en date est celui des soudeurs à l'arc de la Loire qui sont restés en grève du 8 au 19 octobre.

Or, tous ces conflits ont comme motif principal le chômage partiel et montrent surtout la rancœur des ouvriers qui ne peuvent admettre, sans réagir, les appels réitérés à la production et les menaces d'aménagement de la loi de 40 heures, tandis qu'eux : charpentiers, serruriers, soudeurs, etc., sont depuis six mois victimes du chômage partiel. C'est là pour eux un contre-sens et leurs divers mouvements s'adressent tout autant aux Pouvoirs Publics qu'à la direction des chantiers.

Si nous ne croyons pas à l'utilité des conflits multipliés qui sont toujours moralement et pécuniairement désastreux, nous comprenons cependant la révolte de nos camarades pour qui les appels à la production sont, dans ces conditions, une véritable provocation.

LES DECRETS-LOIS

Pour effacer les maux engendrés par le libéralisme économic, le Gouvernement prend des décisions qui consacrent les privilèges de ce même libéralisme.

LES TEXTES RELATIFS AUX MESURES SOCIALES (?)

Decret relatif à la durée de travail

Art. 1^{er}. — La durée légale du travail pour toutes les entreprises en France reste fixée à quarante heures par semaine.

Art. 2. — En raison de la gravité de la situation économique, et pour une période de trois ans, les modalités d'application de la semaine de quarante heures, telles qu'elles résultent des décrets en vigueur, sont modifiées dans les conditions déterminées par les articles ci-après.

Art. 3. — La semaine de six jours ouvrables constitue la base de la durée hebdomadaire du travail en France. Les chefs d'entreprises doivent, en conséquence, choisir entre les deux modalités ci-après de répartition du travail : Répartition égale sur six jours ; Répartition inégale entre les jours ouvrables en vue d'assurer le repos d'une demi-journée par semaine.

La répartition sur cinq jours ne pourra être appliquée qu'aux catégories de professions, catégories ou établissements pour lesquels elle sera autorisée par un arrêté du ministre du travail et, s'il y a lieu, du ministre intéressé.

Une répartition inégale entre les jours ouvrables autre que celle prévue à l'alinéa 2 ci-dessus pourra être autorisée par arrêté du ministre du travail.

Art. 4. — Les chefs d'établissements sont autorisés à faire exécuter les heures supplémentaires nécessaires pour faire face à un surcroît de travail dans la limite de cinquante heures au plus, après simple préavis adressé à l'inspecteur du travail.

Ils peuvent demander à l'inspecteur du travail, par lettre recommandée, le renouvellement par tranches de quarante heures de l'autorisation mentionnée à l'alinéa précédent. Le renouvellement est considéré comme accordé s'il n'a pas été refusé dans un délai de dix jours à compter de l'envoi de la lettre recommandée. L'inspecteur du travail peut demander toutes justifications sur l'emploi des heures supplémentaires.

S'il refuse le renouvellement de l'autorisation, il en avise immédiatement le ministre du travail. L'autorisation est regardée comme accordée si la décision de refus n'a pas été confirmée dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai de dix jours mentionné ci-dessus par une décision du ministre du travail prise d'accord avec le ministre du commerce ou le ministre compétent.

Si le ministre du commerce ou le ministre compétent, saisi par le ministre du travail, n'ont pas répondu dans les huit jours à sa proposition, ils sont censés avoir donné leur accord à la décision de refus.

L'autorisation accordée par le ministre du travail peut n'accorder qu'une partie des heures supplémentaires.

Les autorisations prévues au présent article peuvent être retirées à tout moment par arrêté signé du ministre du travail et du ministre du commerce ou du ministre compétent, notamment s'il y a possibilité économique et technique de substituer à la prolongation de la durée du travail, des mesures d'augmentation du personnel, de reclassement professionnel ou, d'autres modalités d'organisation du travail.

En cas de décision de retrait, le chef d'entreprise ne peut plus faire effectuer d'heures supplémentaires pour surcroît de travail qu'après une autorisation spéciale de l'inspecteur du travail.

Au cas où l'exécution d'un nombre d'heures supplémentaires supérieur à celui des heures prévues à l'alinéa précédent est nécessaire pour l'exécution d'une commande, le chef d'établissement peut, en fournissant les justifications nécessaires, demander l'octroi des heures supplémentaires nécessaires dans la limite maximum de quatre-vingts heures. La procédure est celle prévue ci-dessus.

Des dispositions spéciales seront prises pour les mines par décret simple. En ce qui concerne les mines de charbon, ces dispositions ne pourront être appliquées qu'à l'expiration de l'accord national du 1^{er} septembre 1938.

Les modalités d'application ou d'adoption du présent décret au personnel des chemins de fer seront fixées par un décret spécial.

Art. 5. — LES HEURES SUPPLEMENTAIRES EFFECTUEES EN APPLICATION DE L'ARTICLE PRECEDENT NE PEUVENT AVOIR POUR EFFET DE PORTER LA DUREE GENERALE DU TRAVAIL A PLUS DE NEUF HEURES PAR JOUR ET QUARANTE-HUIT HEURES PAR SEMAINE, SAUF DANS LE CAS OU LES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES EN VIGUEUR PREVOIENT UNE DUREE SUPERIEURE OU SAUF AUTORISATION SPECIALE DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL.

Art. 6. — LA MAJORATION DE SALAIRE APPLICABLE POUR LES DEUX CENT CINQUANTE PREMIERES HEURES SUPPLEMENTAIRES EFFECTUEES AU COURS D'UNE ME ME ANNEE EST DE 10 p. 100 NOBOSTANT TOUTES DISPOSITIONS CONTRAIRES DE CONVENTIONS DE TRAVAIL, DANS LES ETABLISSEMENTS OCCUPANT PLUS DE CINQUANTE PERSONNES ; POUR LES AUTRES ETABLISSEMENTS, ELLE NE PEUT ETRE NI INFÉRIEURE A 5 p. 100, NI SUPERIEURE A 10 %. ELLE NE PEUT, POUR TOUTS LES ETABLISSEMENTS DEPASSER 15 p. 100, JUSQU'A 400 HEURES. ELLE EST FIXÉE A 25 p. 100 POUR LES HEURES SUPPLEMENTAIRES FAITES AU-DELA DE CE CHIFFRE.

Art. 7. — Il est établi une contribution exceptionnelle sur les accroissements des profits résultant de l'exécution d'heures de travail supplémentaires, réalisés par les entreprises passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dans les termes des articles 1^{er} et 3 du code général des impôts directs, à l'exception de celles qui bénéficient du régime forfaitaire prévu aux articles 43 à 45 du code, ainsi que des exploitations artisanales et assimilées visées à l'article 23 dudit code.

La base de la contribution est déterminée en appliquant au bénéfice net retenu pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, abstraction faite des déficits reportés d'exercices antérieurs la proportion constatée entre le nombre des heures supplémentaires et le nombre total des heures de travail fournies par le personnel au cours de la période dont les résultats servent de base audit impôt.

Son taux est fixé à 10 p. 100.

La contribution exceptionnelle est établie et recouvrée, les délais de répartition sont fixés conformément aux règles applicables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Un décret, pris sur la proposition du ministre des finances, fixera les conditions d'application des présentes dispositions qui s'étendent aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Art. 8. — LA DUREE DU TRAVAIL ETABLIE PAR LA LOI DU 21 JUIN 1936 S'ENTEND DU TRAVAIL EFFECTIF A L'EXCLUSION DU TEMPS NECESSAIRE A L'HABILLAGE ET AU CASSE-CROUTE, AINSI QUE DES PERIODES D'INACTIVITE DANS LES INDUSTRIES ET COMMERCES DETERMINES PAR DECRET, CES TEMPS POURRONT, TOUTEFOIS, ETRE REMISES CONFORMEMENT AUX USAGES OU AUX CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL.

Par exception, la durée de présence dans les mines souterraines sera considérée comme durée de travail effectif.

Art. 9. — Les journées de congé payé, accordées en sus des quinze jours de congés prévus par l'article 54 du livre 2 du code du travail, pourront être récupérées sans rémunération.

Art. 10. — Les conventions collectives ne peuvent avoir pour conséquence de diminuer le rendement des entreprises. Par suite, sont notamment nulles et de nul effet toutes dispositions contractuelles interdisant la rémunération aux pièces, les primes de rendement, limitant l'emploi ou la modernisation de l'outillage, restreignant l'exécution des heures supplémentaires à certains travaux ou à certaines prestations.

En outre, toutes les dispositions des conventions collectives de travail, l'organisation du travail par roulement ou par relais peut être autorisée par le ministre du travail, après consultation des organisations professionnelles intéressées.

Art. 11. — Les dispositions du présent décret sont applicables nonobstant toutes dispositions législatives réglementaires ou contractuelles contraires.

Les décrets intervenus pour l'application des articles 6 et 8 (1) du livre II du code du travail pourront être modifiés jusqu'au 31 décembre 1938 par décret simple. L'application des articles 7 et 9 (2) du même livre étant suspendue jusqu'à cette date.

Art. 12. — Cet article concerne la durée du travail dans les administrations publiques et services concédés.

Art. 13. — Les dispositions du présent décret ne doivent en aucun cas avoir pour effet d'entraîner soit une réduction du nombre des heures supplémentaires, soit une augmentation de leur taux de rémunération, tels que ce nombre et ce taux résultent des textes actuellement en vigueur.

Decret relatif aux congés payés

Art. 1^{er}. — Il est inséré entre le 2^e et le 3^e alinéa de l'article 34 du livre II du code du travail une disposition ainsi conçue :

« En vue d'éviter, pendant la période des congés, la fermeture simultanée des entreprises appartenant à une même branche d'industrie ou de commerce dans une même région, le ministre du travail ou le préfet par délégation du ministre, peuvent ordonner l'établissement d'un roulement entre les entreprises.

Les modalités d'organisation du roulement sont fixées par un accord entre les entreprises intéressées qui est soumis à l'approbation du ministre du travail ou du préfet. A défaut d'accord ou si l'accord intervenu n'est pas approuvé, le ministre du travail ou le préfet fixe la période des congés dans ces entreprises. Un décret pris après avis de la commission permanente du conseil national économique déterminera les conditions d'application de la présente disposition ».

Decret relatif aux infractions à la réglementation sur la durée du travail

Art. 1^{er}. — L'article 163 du livre II du code du travail est remplacé par les dispositions suivantes :

« Tout chef d'établissement qui contrevient aux dispositions des articles 6 et 8 et aux décrets prévus aux articles 7 et 9 est puni d'une amende de 5 à 100 francs. »

Decret relatif aux sanctions pour refus d'exécution des heures supplémentaires autorisées dans l'intérêt de la défense nationale.

Les décrets sont précédés d'un rapport qui le justifie. Nous avons extrait de celui qui concerne le présent décret le passage suivant que nous ne pouvons prendre à notre compte, car l'arme qui est ainsi mise entre les mains du patronat jouera, le plus souvent, non pas contre les véritables agitateurs, mais contre les syndicalistes :

« Les dispositions du texte que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature prévoient, d'autre part, des sanctions pénales à l'égard de toute personne appartenant ou non à l'entreprise qui aurait incité le personnel d'un établissement à refuser d'exécuter les heures supplémentaires autorisées ou ordonnées dans l'intérêt de la défense nationale. Cette disposition répond à une nécessité évidente en raison des conséquences particulièrement graves que toute action de cet ordre peut entraîner pour la défense nationale, et, par conséquent, pour l'existence même du pays. Le Gouvernement n'ignore pas que l'agitation qui se manifeste parfois dans le personnel des usines travaillant pour la défense nationale doit être imputée moins à l'ensemble des ouvriers eux-mêmes, dont la réflexion, le calme et le sens national sont à la hauteur des circonstances, qu'à quelques agitateurs qui fondent leur action sur la contrainte et la violence, et la peur qu'ils finissent par inspirer. Ce sont ceux-là qui doivent être impitoyablement dénoncés et poursuivis. »

Art. 1^{er}. — Le refus d'effectuer les heures supplémentaires autorisées ou ordonnées dans l'intérêt de la défense nationale, en vertu des lois et règlements sur la durée du travail, qui constituent de la part du salarié un cas de rupture injustifiée du contrat de travail, entraîne, indépendamment de tous dommages-intérêts, la perte du droit aux indemnités de préavis, de congédiement et de congé payé.

Le salarié dont le contrat aura été rompu dans les conditions susvisées ne pourra, pendant un délai de six mois, être admis au bénéfice des allocations versées par les fonds publics ou les caisses de chômage.

Il ne pourra, pendant le même délai, être présenté par l'office public de placement pour être embauché ou réembauché dans un autre établissement travaillant pour la défense nationale.

S'il est étranger, la carte de travail lui sera immédiatement retirée.

L'ensemble des dispositions du présent article est applicable nonobstant toutes stipulations contraires inscrites dans les conventions collectives ou particulières.

Art. 2. — Quiconque, par quelque moyen que ce soit, a provoqué ou tenté de provoquer le refus d'effectuer les heures supplémentaires autorisées ou ordonnées dans l'intérêt de la défense nationale en vertu des lois et règlements sur la durée du travail, sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 100 fr. à 1.000 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les peines sont portées au double en cas de récidive.

Art. 3. — Dans les entreprises travaillant pour la défense nationale, il ne pourra être procédé, en dehors du cas de faute professionnelle, à aucun licenciement, sans qu'il ait été préalablement référé au ministre intéressé et au ministre du travail.

Decret relatif à la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Art. 1^{er}. — Le premier paragraphe de l'article 12 (3) de la loi du 4 mars 1938 est abrogé.

Le second paragraphe du même article est modifié ainsi qu'il suit :

« Lorsque les arbitres jugent nécessaire de se prononcer préalablement par une sentence sur la compétence, cette sentence doit être rendue dans le délai de trois jours à compter de celui où les arbitres ou le surarbitre ont été saisis. »

Art. 2. — Le dernier paragraphe de l'article 14 de la loi du 4 mars 1938 est modifié ainsi qu'il suit :

« Quand la cour supérieure d'arbitrage prononce l'annulation d'une sentence arbitrale ou surarbitrale et renvoie l'examen de l'affaire devant un nouveau surarbitre, celui-ci est désigné par ordonnance du président de la cour supérieure d'arbitrage. Dans le cas où la sentence rendue par le nouveau surarbitre ainsi désigné est, à la suite d'un nouveau pourvoi, annulée par la cour supérieure d'arbitrage, celle-ci commet l'un de ses rapporteurs pour procéder à une instruction complémentaire et statuer par une nouvelle sentence soumise à son homologation en chambre du conseil. Cette dernière sentence ne peut faire l'objet d'aucun recours. »

Art. 3. — Peuvent être désignés à présider la cour supérieure d'arbitrage ou pour y siéger au lieu et place des membres du conseil d'Etat en activité mentionnés à l'article 14 de la loi du 4 mars 1938 et à l'article 1^{er} du décret du 3 avril 1938, les présidents ou vice-présidents honoraires du conseil d'Etat, les présidents de section honoraires au conseil d'Etat et les conseillers d'Etat honoraires.

Art. 4. — Lorsque les conditions du travail ont été déterminées pour un établissement par une sentence arbitrale, l'employeur ne peut, pendant une durée de trois mois, y substituer d'autres conditions de travail par l'élaboration d'une convention collective nouvelle, que si cette convention a été signée pour le personnel, par l'organisation ou le groupement qui a été partie à l'arbitrage.

Art. 5. — Les syndicats professionnels peuvent exercer toutes les actions qui naissent d'un procès-verbal de conciliation ou d'une sentence arbitrale ou surarbitrale en faveur de chacun de leurs membres sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé pourvu que celui-ci ait été averti et n'ait pas déclaré s'y opposer. L'intéressé peut toujours intervenir à l'instance engagée par le syndicat.

Art. 6. — Si une sentence arbitrale ou surarbitrale devenue définitive n'est pas exécutée par une partie ou un membre d'un groupement qui a été partie au différend collectif, tout intéressé peut demander aux arbitres ou au surarbitre qui ont rendu la sentence de constater son inexécution et de condamner le groupement ou la personne auquel elle est imputable, au paiement d'une astreinte. Le montant de celle-ci ne peut excéder 1.000 fr. par jour de retard. Le produit en est versé au Trésor public au profit d'organismes publics d'intérêt social.

La décision des arbitres ou du surarbitre rendue dans les conditions fixées au paragraphe précédent peut être déférée en appel à la cour supérieure d'arbitrage dans le délai prévu au paragraphe 3 de l'article 13 de la loi du 4 mars 1938.

Art. 7. — L'inexécution d'une sentence arbitrale ou surarbitrale par un employeur ou un groupement d'employeurs entraîne pour ceux-ci, lorsqu'elle a été constatée conformément à l'article 4 par les arbitres ou le surarbitre, l'incapacité pendant trois ans aux fonctions de membres des chambres de commerce, des chambres de métiers, des tribunaux de commerce ou conseils des prud'hommes.

Elle entraîne en outre l'interdiction pendant la même période de participer sous une forme quelconque, à une entreprise de travaux ou à un marché de fournitures pour le compte de l'Etat ou d'une collectivité publique. L'employeur ne peut être relevé de cette interdiction dans un intérêt public que par décision concertée du ministre du travail et du ministre de qui relève l'entreprise de travaux ou le marché de fournitures.

Art. 8. — L'exécution d'une sentence arbitrale ou surarbitrale par un ou plusieurs salariés constitue un cas de rupture injustifiée du contrat individuel de travail. Elle entraîne la perte du droit aux indemnités de préavis, de congédiement et du congé payé.

Decret portant statut des délégués du personnel, modifiant le statut des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs et relatif aux groupements professionnels

TITRE 1^{er}

DELEGUES DU PERSONNEL.

Art. 1^{er}. — Dans tout établissement industriel ou commercial occupant plus de dix salariés, il est institué des délégués titulaires et suppléants.

Art. 2. — Les délégués ont pour rôle de transmettre à la direction toutes les réclamations individuelles ou collectives relatives aux conditions de travail, c'est-à-dire notamment à la réglementation du travail, à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Ils peuvent également saisir le service de l'inspection du travail de toute plainte ou d'observation relative à l'application dans l'établissement des prescriptions légales ou réglementaires à l'observation desquelles ce service est chargé de veiller. L'inspecteur du travail peut se faire accompagner dans ses visites par le délégué.

Les salariés conservent la faculté de présenter eux-mêmes leurs réclamations au chef d'entreprise ou à son représentant.

Art. 3. — Les délégués sont élus par chacune des catégories de salariés faisant l'objet d'une convention collective distincte ; lorsqu'il n'y a pas de convention collective, les salariés sont répartis en deux catégories : 1^{re} Ouvriers ; 2^e Collaborateurs.

Le nombre des délégués est fixé comme suit pour chacune des catégories de salariés définies à l'alinéa précédent :

De 11 à 30 salariés : un délégué titulaire et un délégué suppléant ;

De 31 à 250 salariés : deux délégués titulaires et deux délégués suppléants ;

De 251 à 1.000 salariés : trois délégués titulaires et trois suppléants ;

Au-dessus de 1.000 salariés : quatre délégués titulaires et quatre délégués suppléants, plus un délégué titulaire et un suppléant par tranche supplémentaire de 1.000 salariés.

Lorsque l'importance des effectifs d'un établissement entraîne l'élection de plusieurs délégués titulaires et suppléants dans la même catégorie, les conventions collectives applicables à cet établissement ou, à défaut, un règlement intérieur doivent prévoir la répartition des délégués entre ateliers ou groupes d'ateliers ; services ou groupes de services, spécialités professionnelles ou groupes de spécialités professionnelles, qui constitueront alors des collèges électoraux distincts.

Dans les établissements où le nombre des salariés d'une catégorie serait insuffisant pour permettre à celle-ci d'avoir des délégués propres, ces salariés prendront part à l'élection des délégués d'une autre catégorie.

Art. 4. — Sont électeurs les salariés des deux sexes, de nationalité française, âgés de vingt et un ans accomplis, travaillant depuis trois mois au moins dans l'établissement et n'ayant encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1932 (4).

Art. 5. — Sont éligibles les électeurs ci-dessus désignés, âgés de vingt-cinq ans accomplis, sachant lire et écrire, travaillant dans l'établissement sans interruption depuis un an au moins, sous réserve que cette durée de présence sera abaissée si elle réduisait à moins de cinq le nombre des éligibles.

Ne peuvent être délégués :

1^o Les salariés tenant commerce de détail de quelque nature que ce soit, soit par eux-mêmes, soit par leurs conjoints ;

2^o Les ascendants et les descendants, les frères et alliés au même degré du chef d'entreprise.

Art. 6. — L'élection a lieu au scrutin secret et sous enveloppe. Il est procédé à des votes séparés pour les délégués titulaires et pour les délégués suppléants.

Les contestations relatives au droit d'électorat et à la régularité des opérations électorales sont de la compétence du juge de paix qui statue d'urgence et en dernier ressort. La décision du juge de paix peut être déférée à la cour de cassation. Le pourvoi est introduit dans les formes et délais prévus par l'article 23 du décret organique du 2 février 1932 modifié par les lois du 30 novembre 1935, 6 février et 31 mars 1934. Il est porté devant la chambre sociale pour y être statué définitivement par cette chambre. Un règlement d'administration publique fixera les modalités des opérations électorales.

Art. 7. — Les délégués sont reçus par le chef d'entreprise ou ses représentants, au moins une fois par mois. Ils sont, en outre, reçus en cas d'urgence sur leur demande.

Ces délégués sont reçus par catégorie et, le cas échéant, par atelier, service ou spécialité professionnelle. Toutefois, lorsque les réclamations à présenter intéressent plusieurs catégories ou plusieurs ateliers, services ou spécialités professionnelles, les délégués sont reçus simultanément.

Les délégués titulaires assistent seuls aux réceptions collectives. Le délégué suppléant accompagne le délégué titulaire lorsque celui-ci est reçu individuellement ; il le remplace en cas d'absence ou de tout autre empêchement.

Art. 8. — Sauf circonstances exceptionnelles, les délégués remettent au chef d'établissement, deux jours avant la date où ils doivent être reçus, une note écrite exposant, sommairement, l'objet de la réclamation. Copie de cette note est transmise par le chef d'établissement sur un registre où il mentionne, dans un délai n'excédant pas six jours, la réponse à cette note. Ce registre doit être tenu à la disposition de l'inspecteur du travail. Il est tenu également pendant un jour ouvrable au moins et en dehors des heures de travail, à la disposition des ouvriers ou employés de l'établissement, qui désirent en prendre connaissance.

Art. 9. — Le chef d'établissement est tenu de laisser aux délégués dans la limite d'une durée qui, sauf circonstances exceptionnelles, ne peut excéder dix heures par mois, le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Ce temps est payé aux délégués comme temps de travail.

Art. 10. — Les délégués sont élus pour un an. Ils sont rééligibles.

Les fonctions de délégués prennent fin par le décès ou la démission du délégué, par la résiliation de son contrat de travail.

Le délégué qui perd les conditions requises pour l'éligibilité, est déchu de plein droit de ses fonctions.

Art. 11. — Il est pourvu dans le délai d'un mois au remplacement du délégué décédé, démissionnaire, déchu de ses fonctions ou dont le contrat de travail a été résilié.

Le nouvel élu est nommé pour le temps restant à courir jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplace.

Toutefois, dans les trois mois précédant l'expiration normale des fonctions des délégués, il n'est procédé à aucune élection, sauf dans le cas où un collège électoral n'a plus ni délégué titulaire, ni délégué suppléant.

Art. 12. — Les stipulations contraires aux dispositions du présent décret sont nulles de plein droit.

A titre transitoire, les délégués élus antérieurement à la promulgation du présent décret restent en fonctions jusqu'à la date prévue pour l'expiration normale de leur mandat.

Le titre II est spécial aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, nous ne le reproduisons pas.

TITRE III

GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

Art. 13. — L'article 4 du livre III du code du travail est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. — Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration et de la direction de ce syndicat doit être Français, jouir de leurs droits civils (3) et n'avoir encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1932. »

Art. 14. — Les dispositions suivantes sont insérées au livre I^{er} du code du travail au lieu et place de l'article 31 et qui deviendra l'article 31 bis :

« Art. 31 bis. — Les syndicats professionnels peuvent exercer toutes les actions qui, à la suite d'un arrêté rendant obligatoire dans les conditions ci-dessus indiquées les dispositions d'une convention collective de travail, naissent en faveur de chacun de leurs membres, sans avoir à justifier d'un mandat de l'intéressé pourvu que celui-ci ait été averti et n'ait pas déclaré s'y opposer. L'intéressé peut toujours intervenir à l'instance engagée par le syndicat.

« Il en est de même en cas d'extension d'une sentence arbitrale par application de l'article 18 de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage. »

Decret relatif au reclassement professionnel des chômeurs et à la promotion ouvrière

Extrait du rapport précédant la justification du décret.

En raison de l'insuffisance numérique de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire aux industries de défense nationale, il est indispensable de prévoir la formation de travailleurs qualifiés par une éducation professionnelle appropriée donnée à ceux des ouvriers qui paraîtront les plus aptes.

Cette opération de perfectionnement professionnel, laquelle on a donné le nom de promotion ouvrière, doit également être encouragée et développée.

L'intensification de la réduction professionnelle et de la promotion ouvrière n'aura pas seulement pour avantage de procurer aux industries intéressées les ouvriers spécialistes qui leur font actuellement défaut, mais elle ne pourra manquer, au surplus, d'alléger considérablement la charge de nos fonds de chômage.

L'expérience a montré, en effet, que toute incorporation ou tout reclassement d'un ouvrier dans la main-d'œuvre qualifiée entraîne aussitôt le recrutement d'un ou, le plus souvent, de deux manœuvres. Du fait d'une opération de reclassement qui n'exige pas une durée supérieure à quatre mois et dont le prix de revient n'excède pas 3.000 fr., dans la région parisienne, deux ou trois chômeurs pourront donc être réembauchés, ce qui représente une économie journalière de 41 ou 61 fr. 50, si l'on compte en moyenne autant de chômeurs pères de famille que de chômeurs célibataires. La dépense exposée sera donc récupérée par les collectivités qui participent à la constitution des fonds de chômage dans un délai de l'ordre de quatre mois, à compter de l'achèvement du reclassement. L'économie réalisée par les fonds de chômage ira d'ailleurs en s'accroissant considérablement au cours des années à venir, car il est prouvé qu'un chômeur réadmis ne retombe que fort rarement à la charge de la collectivité.

Pour tous ces motifs, il nous paraît indispensable d'augmenter de 10 millions la dotation du chapitre intéressé du ministère du travail.

Art. 1^{er}. — Il est alloué au ministre du travail, en addition aux crédits ouverts par la loi de finances du 31 décembre 1937 sur l'exercice 1938, au chapitre 28 « Subventions aux centres de reclassement professionnel des chômeurs », un crédit de dix millions de francs (10.000.000 fr.).

Il sera pourvu à cette dépense par les ressources générales du budget.

Les crédits ainsi ouverts pourront être utilisés en subventions, non seulement aux centres de reclassement professionnel des chômeurs, mais également aux institutions de promotion ouvrière.

Le reclassement professionnel aura pour but principal de fournir aux usines travaillant pour la défense nationale et spécialement pour l'aéronautique, la main-d'œuvre qualifiée ou spécialisée que requiert leur bon fonctionnement.

Decret tendant à encourager la natalité

Art. 1^{er}. — Dans un délai de trois mois, il sera procédé par voie de règlement d'administration publique à une réforme des encouragements donnés sous toutes formes à la natalité et aux familles nombreuses par l'Etat, les collectivités publiques et les organismes subventionnés directement ou indirectement par l'Etat.

Les dépenses résultant de cette réforme seront converties au moyen des crédits affectés aux primes et encouragements par les lois en vigueur, augmentés d'une dotation supplémentaire annuelle de 200 millions inscrite au budget de l'Etat.

gements par les lois en vigueur, augmentés d'une dotation supplémentaire annuelle de 200 millions inscrite au budget de l'Etat.

Decret relatif aux allocations familiales

Art. 1^{er}. — L'art. 74 C. du Livre I^{er} du code du travail est modifié ainsi :

« Le taux minimum de l'allocation afférente à chaque enfant est déterminé annuellement par arrêté du ministre du travail pour chaque département et pour l'ensemble des professions de ce département.

« Ce taux minimum ne peut être inférieur à 3 p. 100 du salaire moyen mensuel, dans le département, d'un salarié adulte du sexe masculin pour le premier enfant bénéficiaire ; à 10 p. 100 pour le deuxième ; à 15 p. 100 pour le troisième et chacun des enfants suivants.

« Ce salaire moyen départemental sera fixé dans le délai d'un mois à partir de la promulgation du présent décret par le préfet, après avis de la commission locale des allocations familiales, sur la base notamment des conventions collectives de travail. Le préfet devra, chaque année, dans le courant du mois d'octobre, procéder dans la même forme à la révision de ce salaire moyen (6).

« L'arrêté du ministre du travail, prévu au premier alinéa du présent article, est pris après avis de la commission supérieure des allocations familiales dans un délai de deux mois à dater de la fixation du salaire moyen départemental. »

Art. 2. — Les taux prévus à l'article 1^{er} devront comporter des majorations pour les familles dans lesquelles la mère ou l'ascendante n'exerce pas une activité rémunératrice. Le bénéfice de ces majorations sera également accordé à la mère ou à l'ascendante qui, étant salariée, assume exclusivement la charge des enfants.

Art. 3. — Dans l'article 10 de la loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage, les termes « ainsi que les allocations familiales » (alinéa 3) et « et des allocations familiales » (alinéa 7) sont supprimés.

Dans l'appréciation des révisions de salaires, les arbitres et éventuellement le surarbitre devront tenir compte du surcroît de charges pouvant résulter, pour les employeurs soumis à l'application de la sentence, des majorations d'allocations familiales.

Art. 4. — La deuxième phrase du premier alinéa de l'article 74 b du livre I^{er} du code du travail est modifiée comme suit :

« Elles sont dues jusqu'à l'âge de dix-sept ans si l'enfant poursuit... »

Le reste de l'alinéa est inchangé.

Art. 5. — Le versement des allocations familiales pourra être retardé ou même suspendu pendant un mois au maximum lorsque, après enquête de l'organisme agréé, il aura été établi que les enfants sont élevés dans des conditions d'alimentation et d'hygiène manifestement défectueuses.

Art. 6. — Par dérogation à l'article 74 b du livre I^{er} du code du travail, le service des allocations familiales cessera d'être dû pour l'enfant unique qui atteindra l'âge de 3 ans.

L'INFORMATION PROFESSIONNELLE

Les Additifs à la Convention Collective de la Région Parisienne (1)

SALAIRES HORAIRES MINIMA GARANTIS

Tarification par branche d'industrie

	C. C. 1936	Après arbi- trages	2 mai 1938	Minima garantis
INSTRUMENTS DE CHIRURGIE				
Ouvrier en pièce de lime, ouvrier en instru- ments tranchants, ouvrier-tourneur, bijoutier.				
3 ^e Echelon : Ayant à faire n'importe quel ins- trument de leur spécialité sans modèle, d'a- près dessin coté ou à réaliser entièrement de bout en bout (y compris forge, trempé et traitement, pour les ouvriers en pièce de lime et en tranchants), un nouveau modèle d'in- struments d'après indications verbales, cro- quis, etc., sur la forme à obtenir, le résul- tat à atteindre et les mécanismes et dispositifs à employer.	7,75	11,19	0,35	11,54
2 ^e Echelon : Ayant à faire n'importe quel ins- trument de leur spécialité d'après modèle et cela de bout en bout (y compris forge, trempé et traitement pour les ouvriers en pièce de lime et en tranchants) en lui fournissant tout l'outillage nécessaire ou les directives pour l'exécution de celui-ci.	7,50	10,86	0,35	11,21
1 ^{er} Echelon : Ayant à faire seulement certaines catégories d'instruments de leur spécialité d'après modèle ou à les remettre en état.	7,25	10,54	0,35	10,89

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

ACCUMULATEURS ET PILES — ACCUMULATEURS PLOMB				
Fondeur plaque plantée	6,50	9,56	0,30	9,86
Fondeur de plaques et grilles	6,25	9,24	0,30	9,54
Couleur plomb, accessoires et petites pièces.	5,75	8,59	0,30	8,89
Empâteur à main	6,50	9,56	0,30	9,86
Conducteur de machine à empâter	6,25	9,24	0,30	9,54
Aide-empâteur pouvant remplacer	5,75	8,59	0,30	8,89
Conducteur de machine à fabriquer l'oxyde.	6,25	9,24	0,30	9,54
Aide-conducteur de machine à fabriquer l'oxyde pouvant remplacer	5,75	8,59	0,30	8,89
Malaxeur	6,50	9,56	0,30	9,86
Soudeur plomb (sans gabarit)	6,25	9,24	0,30	9,54
Soudeur plomb (avec gabarit)	6,10	9,04	0,30	9,34
Soudeuse plomb (sans gabarit)	5,30	7,90	0,25	8,15
Soudeuse plomb (avec gabarit)	4,90	7,38	0,25	7,63
Régleur de charge	6,25	9,24	0,30	9,54
Monteur extérieur	6,35	9,37	0,30	9,67
Aide extérieur	5,75	8,59	0,30	8,89

ACCUMULATEURS ALCALINS				
Dérocheur	6,50	9,56	0,30	9,86
Chimie, O. S. machine	6,25	9,24	0,30	9,54
Chimie, O. S. montage (main)	6,10	9,04	0,30	9,34
Chimie, O. S. femme (fabrication)	4,90	7,38	0,25	7,63
Rouleuse de tubes	6,25	9,24	0,30	9,54
Decoupeur	6,25	9,24	0,30	9,54
Remplisseur de tubes	6,10	9,04	0,30	9,34
Presseur	6,10	9,04	0,30	9,34
Riveur	6,10	9,04	0,30	9,34
Lamineur	6,10	9,04	0,30	9,34
Fraiseur jonction	6,10	9,04	0,30	9,34
Perforateur	6,10	9,04	0,30	9,34
Cisaillieur (bandes et plaques)	6,10	9,04	0,30	9,34
O. S. montage et réparation	6,10	9,04	0,30	9,34
Decoupeuse	5,30	7,90	0,25	8,15
Fretage et fermeture de tubes	4,90	7,38	0,25	7,63
Soudeuse électrique plaques	4,75	7,18	0,25	7,43
Soudeuse électrique boutons	4,90	7,38	0,25	7,63
Frette et embout	4,90	7,38	0,25	7,63
Approvisionnement sur machine	4,90	6,99	0,25	7,24
Préparatrice (accessoires, plaques, groupes éléments de batteries)	4,60	6,99	0,25	7,24
Soudeuse professionnelle	6,00	8,81	0,25	9,06
Soudeuse sur gabarit	4,90	7,38	0,25	7,63
Monteuse faux-couvercle	4,90	7,38	0,25	7,63

PILES				
Approvisionnement sur machine	4,60	6,99	0,25	7,24
Ouvrière montage et divers	4,90	7,38	0,25	7,63
Ouvrière sur machine	5,30	7,90	0,25	8,15

FILS ET CABLES ELECTRIQUES

Femmes				
Bobineuse Pupain sur machine	5,30	7,90	0,25	8,15
Bobineuse sur textile	4,60	6,99	0,25	7,24
Boudineuse	4,90	7,38	0,25	7,63
Contrôleuse électrique	4,90	7,38	0,25	7,63
Tresseuse sur métallique déchequetteuse.	5,30	7,90	0,25	8,15
Rubanneuse papier et textile, tresseuse tex- tile, guipéuse, torsadeuse	4,75	7,18	0,25	7,43
Câbleuse femme sur cuivre	5,30	7,90	0,25	8,15
Dévideuse de cuivre sur machine	5,30	7,90	0,25	8,15
Dévideuse de cuivre à main	4,75	7,18	0,25	7,43
Première femme sur machine à gilet	4,90	7,38	0,25	7,63
Deuxième femme sur machine à gilet	4,75	7,18	0,25	7,43
Rubanneuse câble énergie	4,90	7,38	0,25	7,63
Rubanneuse feuille anglaise	4,75	7,18	0,25	7,43
Repareuse câble caoutchouc (au moule)	4,90	7,38	0,25	7,63

Hommes				
Conducteur de presse à plomb	6,25	9,24	0,30	9,54
Aide de presse	6,10	9,04	0,30	9,34
Dechequetteur, réchauffeur, boudineur, calen- dreur, câbleur	6,25	9,24	0,30	9,54
Conducteur de câbleuse et assembleur de quar- tes	6,25	9,24	0,30	9,54
Second conducteur de câbleuse	6,10	9,04	0,30	9,34
Guideur et aide supplémentaire	5,75	8,59	0,30	8,89
Enduiseur sur machine	6,25	9,24	0,30	9,54
Vulcaniseur	6,10	9,04	0,30	9,34
Coupeur textile et papier	6,25	9,24	0,30	9,54
Dévideur cuivre sur machine	6,25	9,24	0,30	9,54
Second dévideur cuivre sur machine	6,10	9,04	0,30	9,34
Homme sur machine à essayer à sec	6,25	9,24	0,30	9,54
Poseur jonctionneur de câbles souterrains	6,25	9,24	0,30	9,54

LAMPES D'ECLAIRAGE

O. S. réglant la conduite des machines au- tomatiques à fabriquer les lampes.	6,25	9,24	0,30	9,54
Homme O. S. sur machine	6,25	9,24	0,30	9,54
Femme O. S. sur machine et pompes.	5,30	7,90	0,25	8,15
Ouvrières (monteuse, piqueuse à la main, con- trôleuse et formeur de filaments, etc.), sans machine, avec ou sans appareil	4,90	7,38	0,25	7,63
Depoilage, dissolution, argenture et autres travaux pénibles	5,30	7,90	0,25	8,15
Emballuse, marqueuse, serveuse de machines automatiques	4,60	6,99	0,25	7,24
Magasinier	5,00	7,50	0,25	7,76

APPAREILS DE MESURES ET RELAIS ELECTRIQUES

Etalonneur susceptible de régler, finir, réparer les appareils courants de mesures électri- ques (à l'exclusion des appareils de labo- ratoire)	7,25	10,54	0,35	10,89
Etalonneur de série	7,00	10,21	0,35	10,56
Etalonneur débutant	6,10	9,04	0,30	9,34
Monteur d'équipages	7,00	10,21	0,35	10,56
Etalonneur	5,30	7,90	0,25	8,15
Dessinateur de cadrans à la main	7,50	10,86	0,35	11,21
Dessinateur de cadrans à la main	5,50	8,16	0,25	8,41
Bobineur de cadres	7,00	10,21	0,35	10,56
Bobineuse de cadres	5,50	8,16	0,25	8,41
Monteuse petits appareils	4,90	7,38	0,25	7,63

PETITS RESSORTS INDUSTRIELS (Lames ou boudins)

Définitions principales :

Approvisionnement de machines.
Ouvrier chargé de fournir à la machine les pièces que celle-ci usinera ou
fabriquera sans qu'il ait à intervenir autrement que pour la mise en route ou
l'arrêt chaque fois que cela est nécessaire. (Assimilé à manoeuvre gros tra-
vaux.)

Ouvrier ressortier. (Lames ou boudin.)
Ouvrier qualifié capable d'exécuter dans un temps maximum établi d'après
le tarif du salaire horaire suivant désignation ou plans, avec tous les moyens
nécessaires et suffisants mis à sa disposition, une commande de ressorts
« lames » ou « boudins » suivant sa spécialité dans ces branches.

Il doit être en mesure de créer et d'exécuter les dispositifs ou outillages de
fortune nécessaires à l'exécution de cette commande, de faire tous ses mon-
tages, d'exécuter toutes les passes de fabrication, soit aux machines, soit à
la main, et de remettre un travail fini répondant aux conditions d'essais sta-
tiques qui peuvent être demandés, sous réserve que les cotes données soient
compatibles avec lesdits essais.

Il doit avoir subi ou pouvoir subir un examen professionnel dans les con-
ditions indiquées ci-dessus.

Il est convenu que l'ouvrier ressortier, tel qu'il est désigné ci-dessus, lors-
qu'il aura été chargé d'exécuter des prototypes dans les conditions définies
ci-avant, ne devra pas être rémunéré à un tarif inférieur, s'il est chargé
d'exécuter la fabrication de la commande ayant fait l'objet de ces prototypes.

Cette disposition ne peut faire échec aux conditions générales de la conven-
tion collective qui permettent d'attribuer des fonctions différentes avec ré-
munération correspondante pendant les périodes d'occupation à chacune de
ces fonctions.

(1) Voir L'Ouvrier Métallurgiste d'Octobre.

Ouvrier spécialisé.

a) Débutant :

Pendant une période de formation considérée comme normale pendant
96 heures, cet ouvrier sera assimilé à « Approvisionneur » et rémunéré com-
me tel.

b) Adapté :

Lorsque cet ouvrier sera capable d'exécuter tous les travaux de sa spécia-
lité, de faire les montages correspondants et d'utiliser les outils ou disposi-
tifs de fortune nécessaires à l'exécution de ces travaux, il sera considéré
comme ouvrier spécialisé.

Enrouleurs sur machines automatiques.

1^{er} Echelon : Ouvrier ne faisant pas les montages mais aidant à ceux-ci.
Surveillant sa machine et contrôlant le travail exécuté par celle-ci. Doit être
en mesure de rectifier lui-même les petits dérèglages qui peuvent se produire.

2^e Echelon : En plus des qualités ci-dessus, est capable de faire entièrement
ses montages.

	C. C. 1936	Après arbi- trages	2 mai 1938	Minima garantis
Ressortiers (lames ou boudins)	H. 7,00 F. 5,50	10,21 8,16	0,35 0,25	10,56 8,41
Enrouleurs sur machines automatiques 1 ^{er} échelon	H. 6,25 F. 5,30	9,24 7,90	0,30 0,25	9,54 8,15
Enrouleurs sur machines automatiques 2 ^e échelon	H. 7,00 F. 5,30	10,21 8,16	0,35 0,25	10,56 8,41
Enrouleurs sur tours	H. 6,25 F. 5,30	9,24 7,90	0,30 0,25	9,54 8,15
Meuleurs sur meules ordinaires	H. 6,25 F. 5,30	9,24 7,90	0,30 0,25	9,54 8,15
Approvisionneurs de meules automatiques	H. 5,40 F. 4,60	8,13 6,99	0,25 0,25	8,38 7,24
Approvisionneurs de presses	H. 5,40 F. 4,60	8,13 6,99	0,25 0,25	8,38 7,24
O. S. sur machines	H. 6,25 F. 5,30	9,24 7,90	0,30 0,25	9,54 8,15
O. S. sur mach. (sur presse de moins de 4 ton.)	F. 4,90	7,38	0,25	7,63
O. S. travaux à la main : Faconneur, Régleur, Découpeur, Enrouleur à l'estrapade, Cisaillieur, etc.	H. 6,10 F. 4,90	9,04 7,38	0,30 0,25	9,34 7,63

Catégorie spéciale

Manutentionnaire	H. 5,40	8,13	0,25	8,38
Aide-outageur	F. 4,60	6,99	0,25	7,24
Compteur de ressorts	H. 5,40	8,13	0,25	8,38
Manœuvres de contrôle de charge ou de calib.	F. 4,60	6,99	0,25	7,24
Trempeurs :				
Conduisant son foyer et réglant les ressorts.	H. 6,75	9,89	0,30	10,19
Trempeur braiseur, enfouisseur sur four à température réglée automatiquement.	H. 5,65	8,46	0,30	8,76

EMAILLERIE

Aide-cuiseur	6,00	8,91	0,30	9,21
Chauffeur four gazogène	6,50	9,56	0,30	9,86
Chef cuiseur (ayant la responsabilité de plu- sieurs fours)	7,50	10,86	0,35	11,21
Cuiseur	6,75	9,89	0,30	10,19
Débosseleur	6,10	9,04	0,30	9,34
Décapeur	6,25	9,24	0,30	9,54
Emailleur (trempé ou pistolet)	6,10	9,04	0,30	9,34
Emailleur préparateur et fusioneer profes.	8,00	11,52	0,35	11,87
Emailleur préparateur et fusioneer O. S.	6,10	9,04	0,30	9,34
Emballuse trempée, marbreuse, bordeuse	4,90	7,38	0,25	7,63
Imprimeur : tarif de l'imprimerie	6,10	9,04	0,30	9,34
Peintre professionnel homme	7,00	10,21	0,35	10,56
Peintre professionnel femme	6,25	9,14	0,25	9,39
Poncif homme	8,00	11,52	0,35	11,87
Poncif femme	6,25	9,14	0,25	9,39

Directives Confédérales à propos des Décrets-Lois

Le Bureau de la Confédération Française des Travailleurs
Chrétiens, réuni le 20 novembre 1938, ayant pris connaissance des
décrets-lois du 12 novembre :

Considérant volontiers que ces décrets-lois présentent notam-
ment au point de vue des Allocations familiales et de l'encourage-
ment à la natalité des mesures dont l'application pourrait être uti-
le et qu'ils s'efforcent d'apporter à la situation économique et
financière actuelle des remèdes rendus nécessaires ;

Considérant, d'autre part, que si la Confédération Française
des Travailleurs Chrétiens ni les Syndicats chrétiens ne se sont
jamais refusés à faire l'effort qu'exigeait le salut du Pays mais
que les décisions prises leur paraissent incomplètes et les sacrifi-
ces inégalement répartis ;

Constataient cependant que, soit directement, soit par voie de
répercussion, les décrets-lois auront pour résultat de faire suppor-
ter par les classes laborieuses le fardeau de la situation présente ;
qu'ils entraîneront une nouvelle augmentation du coût de la vie,
insupportable, étant donné l'insuffisance actuelle du pouvoir
d'achat de certains salaires et qu'ils risqueront de rendre inefficace
par l'augmentation des prix de revient et la situation périlleuse
de la trésorerie des entreprises qui en résulteront, tout effort nou-
veau de production ;

Considérant que, malgré les promesses faites et les espérances
qu'on avait fait naître, ces décrets portent une grave atteinte à la
légitimité sociale votée par le Parlement actuel et qu'ils ne réali-
sent pas les compensations attendues : entre autre, sur le plan
social, l'établissement d'une retraite vitale pour les vieux travail-
leurs et sur le plan économique l'octroi de crédits à faible taux
d'intérêts pour un équipement rationnel des entreprises en vue
du bien commun de la Nation ;

Considérant que les sanctions prévues pour l'inexécution de
ces décrets-lois et qui sont différentes suivant qu'il s'agit de pa-
trons ou de salariés violent le principe de l'égalité des citoyens
devant la loi ;

Considérant enfin que l'augmentation des impôts qui frappe
lourdement les milieux populaires n'est accompagnée d'aucune
mesure sérieuse pour réprimer la fraude fiscale ;

Proteste énergiquement contre la par- tie incriminée des décrets-lois ;

Demande à tous ses syndicats d'élever la même protestation
auprès de leurs représentants au Parlement et invite celui-ci à se
prononcer au plus tôt ;

Se réserve de prendre ou de suggérer toutes mesures utiles
notamment pour obtenir du Parlement la modification profonde
de ces décrets-lois et le vote des compléments nécessaires, en s'ins-
pirant du plan de la Confédération Française des Travailleurs
Chrétiens ;

Fait appel à la discipline des syndi- ques chrétiens pour qu'ils observent les seules directives de leur Confédération.

La présente motion sera portée à la connaissance des sénateurs et députés.



Imprimerie Centrale 12, rue St-Siméon, Bordeaux.

Le Gérant : Henri SIMON.

LAMINAGE A CHAUD DU CUIVRE

ET DES ALLIAGES

	C. C. 1936	Après arbi- trages	2 mai 1938	Minima garantis
Lamineur, prime de chaud		0,25		0,30
Laveur bain chaud	6,10	9,04	0,30	9,34
Laveur bain froid	5,40	8,13	0,25	8,38

MOULE ET MODELE METAL

Traceur-modéleur métal :				
Professionnel qualifié connaissant la fon- derie, exécute le tracé de toutes les par- ties d'un modèle métallique, puis établit les différents croquis cotes permettant la réalisa- tion de ce modèle	9,00	12,82	0,35	13,17
Modéleur métal	7,75	11,19	0,35	11,54

CHAUDRONNERIE

Chaudronnier cuivre	7,50	10,86	0,35	11,21
Chaudronnier fer	6,90	10,08	0,35	10,43

SOUDURE AUTOGENE

Professionnel	H. 7,20 F. 6,00	10,47 8
---------------	--------------------	------------